



Avaron Emerging Europe Fund

PROSPECTUS

Le 25 janvier 2019

Ce document ne constitue ni ne fait partie d'une distribution, offre ou sollicitation d'achat ou de vente de titres à toute personne dans toute juridiction dans laquelle une telle distribution, offre ou sollicitation serait contraire aux lois ou aux réglementations locales.

En particulier, les informations contenues dans le présent document ne sont pas destinées à la distribution ni ne constituent une offre d'achat ou de vente, ni la sollicitation d'achat ou de vente de titres aux États-Unis d'Amérique, à des ressortissants américains ou au bénéfice de ceux-ci (au sens du Règlement S promulgué en application de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 – Securities Act).

S'agissant des personnes au Royaume-Uni, les informations contenues dans le présent document sont uniquement destinées aux Professionnels de l'investissement (*Investment Professionals*) au sens de l'art. 19 de l'ordonnance relative à la promotion financière de 2005 créée en vertu de la loi britannique sur les services et marchés financiers de 2000 (Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005).

Cette ordonnance ne saurait être invoquée par des personnes au Royaume-Uni qui ne sont pas des Professionnels de l'investissement.

Tout investissement ou toute activité d'investissement en relation avec ce document sont réservés, au Royaume-Uni, aux Professionnels de l'investissement et ne peuvent être effectués qu'avec ces derniers.

Le présent prospectus n'est pas destiné à la distribution. Il ne constitue ni une offre ni une sollicitation de vente ou d'achat de titres en Suisse. Les investisseurs suisses sont invités à lire le prospectus et le règlement du fonds Avaron Emerging Europe Fund, disponibles en français sur www.avaron.com/documents.

Le présent prospectus n'est pas destiné à la distribution. Il ne constitue ni une offre ni une sollicitation de vente ou d'achat de titres en Allemagne. Les investisseurs allemands sont invités à lire le prospectus et le règlement du fonds Avaron Emerging Europe Fund, disponibles sur www.avaron.com/documents.

Toute souscription dans le fonds Avaron Emerging Europe Fund devrait être effectuée sur la base du présent prospectus, du règlement du fonds et du dernier rapport annuel ou semestriel. Ces documents peuvent être obtenus auprès d'Avaron. Les performances passées ne constituent pas une indication des résultats futurs. La valeur des investissements et de tout revenu du fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse, et il est possible que les investisseurs ne récupèrent pas les montants investis. Tout investissement dans le fonds comporte des risques, dont certains sont décrits dans le présent prospectus. Les investisseurs doivent être conscients des risques importants associés aux investissements sur les marchés émergents tels ceux de l'Europe centrale et de l'Est.

Tout litige et toute controverse ou réclamation découlant des ou en lien avec les informations contenues dans ce document seront réglés selon la législation estonienne, exclusivement devant un tribunal estonien.

TABLE DES MATIÈRES

INFORMATIONS GÉNÉRALES	3
Informations générales sur le Fonds	3
DÉFINITIONS	4
OBJECTIF, POLITIQUE ET RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT	5
Objectif d'investissement	5
Politique d'investissement	5
Performance passée du Fonds	8
RISQUES	8
Avertissement général en matière de risques	8
Avertissement en matière de risques associés aux marchés émergents	8
Niveau de risque du Fonds	9
Profil de l'investisseur type	9
Aperçu des facteurs de risque majeurs en matière d'investissement	9
Risques associés aux instruments dérivés	11
Risques associés aux titres non négociés sur des marchés réglementés	11
PARTS, DROITS ET OBLIGATIONS ASSOCIÉS AUX PARTS	11
Part	11
Droits associés aux Parts	12
VALEUR NETTE D'INVENTAIRE DES PARTS ET TRANSACTIONS SUR LES PARTS	12
Valeurs nettes d'inventaire du fonds et des parts	12
Transactions sur les parts	12
Émission des parts	13
Rachat de parts	13
Conversion de parts	14
Heure limite	14
Suspension des transactions	14
Imposition	15
COMMISSIONS ET FRAIS	15
Commissions et frais	15
INFORMATIONS CONCERNANT LE FONDS	16
Comptabilité et reporting	16
Amendements au prospectus	16
Liquidation du Fonds	16
Responsabilité quant aux informations contenues dans le prospectus	17
SOCIÉTÉ DE GESTION	17
DÉPOSITAIRE	18
AGENT DE REGISTRE	19
RÉVISEURS D'ENTREPRISES	20
ANNEXE 1	21
ANNEXE 2	22
ANNEXE 3	23
RÈGLEMENT DU FONDS AVARON EMERGING EUROPE FUND	23

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le présent document constitue le prospectus d'offre des parts du fonds Avaron Emerging Europe Fund au sens de la loi sur les fonds de placement de la République d'Estonie (Investment Funds Act). **Le règlement du fonds fait partie intégrante du prospectus. Il est recommandé de lire avec attention ces deux documents avant d'investir dans le fonds. Les investisseurs potentiels sont en outre invités à demander conseil auprès d'un professionnel indépendant.**

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE FONDS

Nom et statut juridique du Fonds	Lancé le 23 avril 2007, le Fonds Avaron Emerging Europe Fund (en estonien : Avaron Areneva Euroopa Fond) est fonds commun de placement public, tel que défini dans la loi estonienne sur les fonds de placement. Il a le statut et est autorisé en tant qu'OPCVM.
Société de gestion	AS Avaron Asset Management (numéro d'enregistrement : 11341336), sise Narva mnt 7d, 10117 Tallinn, Estonie Membres du conseil de direction : Kristel Kivimurm-Priisalm, Valdur Jaht Membres du conseil de surveillance : Maris Viire, Peter Priisalm, Priit Sander (membre indépendant)
Adresse du Fonds	Narva mnt 7d, 10117 Tallinn, Estonie
Dépositaire	Swedbank AS (numéro d'enregistrement : 10060701), sis Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie
Agent administratif (calcul de la VNI et comptabilité du Fonds)	Swedbank AS (numéro d'enregistrement : 10060701), sis Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie
Agent de registre et de transfert	Swedbank AS (numéro d'enregistrement : 10060701), sis Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie
Réviseurs d'entreprises	KPMG Baltics OÜ (numéro d'enregistrement : 10096082), sis Narva mnt 5, 10117 Tallinn, Estonie
Autorité de surveillance	Autorité estonienne de surveillance des marchés financiers (Financial Supervision Authority, en estonien : Finantsinspektsioon), sise Sakala 4, 15030 Tallinn, Estonie
Enregistrement du Règlement du Fonds	Enregistré le 6 septembre 2018, le Règlement est entré en vigueur le 6 septembre 2018.
Émission et rachat de Parts	Les Parts sont émises et rachetées chaque Jour ouvré.
Prix des Parts	La Société de gestion calcule et publie la valeur nette d'inventaire du Fonds, ainsi que la valeur nette d'inventaire et les prix de souscription et de rachat des Parts au minimum une fois pour chaque Jour ouvré le Jour ouvré suivant au plus tard à 16h30 EET/EEST.
Dates de lancement des Catégories de Parts et détermination de la valeur nette d'inventaire (VNI) de base pour le calcul de la Commission de performance	Parts A : 23.04.2007 ; Parts B : 23.04.2007 ; Parts C : 08.09.2009 ; Parts D : 27.09.2010 ; Parts E : 25.10.2010. Ces dates correspondent également à la date initiale de l'historique de la VNI au titre de chaque Catégorie de Parts aux fins du calcul de la Commission de performance. Étant donné que les dates de lancement sont différentes, il est possible que, pour une période particulière, la Commission de performance soit payée pour une Catégorie de Parts et non pour une autre.
Publication des informations	Les informations et documents importants relatifs au Fonds, de même que les mises à jour de sa VNI et de la VNI et des prix de souscription et de rachat de ses Parts, sont disponibles sur le site web de la Société de gestion (www.avaron.com) et auprès du siège social de celle-ci.
Devise de référence	La Devise de référence utilisée aux fins du calcul de la VNI du Fonds et de ses Parts, des prix d'émission et de rachat des Parts et de tous autres frais de transaction relatifs aux Parts est l'euro (EUR), la devise utilisée au sein du Système monétaire européen.
Exercice	L'exercice comptable du Fonds commence le 1 ^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
Distributions des produits	Tous les produits découlant des investissements du Fonds seront réinvestis et, par conséquent, aucune distribution ne sera versée aux Porteurs de Parts. Les fluctuations de la valeur nette d'inventaire par Part reflètent le rendement des investissements des Porteurs de Parts. Ces derniers peuvent enregistrer des rendements en exerçant leur

droit de rachat ou de vente de leurs Parts. Pour lever toute ambiguïté, il est à noter que le Fonds comprend uniquement des Parts de capitalisation.

DÉFINITIONS

À moins que le contexte n'impose une interprétation différente, les termes et expressions ci-après utilisés dans le prospectus ont la définition suivante :

Législation applicable	toutes les lois et réglementations applicables à la Société de gestion en lien avec la gestion du Fonds en Estonie et ailleurs, notamment la loi estonienne sur les fonds de placement et les lois créées en vertu de cette loi, les actes juridiques émanant de l'Union européenne, ainsi que les lois ou résolutions émanant des autorités de surveillance compétentes ou de toute autre autorité compétente dans la mesure où ces lois ou réglementations sont juridiquement contraignantes pour la Société de gestion
Jour ouvré	un jour où les établissements de crédit sont généralement ouverts en Estonie, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés et fêtes nationales
Commission du Dépositaire	une commission payable au dépositaire désigné au titre de la garde des actifs du Fonds et de l'exécution de certaines autres tâches en lien avec le Fonds, sous réserve de et conformément à l'accord conclu avec le dépositaire
Pays émergents d'Europe	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Estonie, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Malte, Moldavie, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Turquie, Ukraine et tous les autres pays européens représentés dans les indices MSCI Emerging Markets et MSCI Frontier Markets, à l'exception de la Russie
Société située dans un pays émergent d'Europe	une société dont le siège se trouve dans un pays émergent d'Europe, qui a un intérêt commercial important dans un ou plusieurs pays émergents d'Europe, qui est inscrite à la cote d'un marché réglementé dans un pays émergent d'Europe ou dont les valeurs mobilières sont libellées dans des devises de pays émergents d'Europe. On parle d'« intérêt commercial important » lorsque plus de 40 % du chiffre d'affaires, de l'EBITDA, des actifs, des coûts de base, des collaborateurs, du bénéfice d'exploitation ou du résultat net de la société en question proviennent d'un ou de plusieurs pays émergents d'Europe.
EFSA	l'autorité estonienne de surveillance des marchés financiers (Estonian Financial Supervision Authority, en estonien : Finantsinspektsioon)
Fonds	Avaron Emerging Europe Fund
Loi sur les fonds de placement	la loi estonienne sur les fonds de placement (Investment Funds Act), telle qu'adoptée le 14 décembre 2016 et telle qu'amendée ou complétée en tant que de besoin
Politique d'investissement	la politique d'investissement du Fonds, telle que décrite dans le Prospectus
Restrictions en matière d'investissement	les restrictions en matière d'investissement applicables à la gestion du Fonds, telles que décrites dans le Prospectus
KIID	un document résumant les informations en vue de l'offre publique du Fonds, contenant uniquement les informations clés sur les caractéristiques principales du Fonds telles qu'exigées par la Législation applicable
Société de gestion	AS Avaron Asset Management (numéro d'enregistrement : 11341336), sise Narva mnt 7d, 10117 Tallinn, Estonie
Commission de gestion	commission payable par le Fonds à la Société de gestion au titre de la gestion du Fonds conformément au Règlement et au Prospectus
État membre	un État membre de l'Espace économique européen
de gré à gré	les transactions opérées entre deux parties en dehors d'un marché réglementé
Commission de performance	commission payable par le Fonds à la Société de gestion conformément au Règlement et au Prospectus en fonction du résultat des services de gestion d'investissement rendus par la Société de gestion

Prospectus	le présent document, destiné à l'offre publique du Fonds et présentant les informations exigées par la Législation applicable et toute autre information jugée nécessaire ou recommandée par la Société de gestion aux fins d'un investissement dans le Fonds
Agent de registre	l'agent chargé de la tenue du Registre des Parts
Règlement	les termes et conditions du Fonds, qui réglementent les relations juridiques entre la Société de gestion et les Porteurs de Parts, y compris le mandat de gestion d'investissement prévu par les présentes
Jour de transaction	le Jour ouvré de réception d'une demande dûment remplie pour exécuter une opération sur des Parts
Valeurs mobilières	voir définition à la rubrique « Instruments autorisés » dans le sous-chapitre « Politique d'investissement »
OPCVM	un fonds constitué conformément à la Directive sur les OPCVM
Directive sur les OPCVM	la Directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières
Part	une part représentant une participation dans le Fonds
Registre des Parts	le registre des Parts tenu sous forme électronique par l'Agent de registre
Porteur de Parts	une personne qui a souscrit et/ou qui détient une Part

Le Règlement, tel que joint au Prospectus (annexe 3), est indissociable du Prospectus et doit être interprété conjointement avec celui-ci et la Législation applicable. En cas de conflit entre le Prospectus et des dispositions impératives de la Législation applicable, ce sont ces dernières qui prévalent. En cas d'ambiguïté, le Prospectus est interprété dans le meilleur intérêt des Porteurs de Parts.

OBJECTIF, POLITIQUE ET RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

OBJECTIF D'INVESTISSEMENT

Le Fonds a pour objectif d'investir principalement dans des actions de sociétés situées dans des pays émergents d'Europe (hors Russie), tout en garantissant la croissance du capital à long terme au fil des cycles économiques et des cycles boursiers. Afin d'atteindre son objectif, le Fonds investit au minimum 60 % de son actif net dans des actions de sociétés situées dans des pays émergents d'Europe, tel que défini dans le Prospectus.

Le Fonds investit principalement dans des sociétés présentant des valorisations intéressantes et ayant pour objectif d'afficher un rendement positif ajusté au risque sur l'ensemble du cycle boursier. Le Fonds ne suit aucun indice de référence et applique une sélection de titres ascendante (*bottom-up*) axée « valeur », avec une préférence marquée pour les sociétés de petite et de moyenne capitalisations. Il a également pour objectif d'enregistrer un rendement positif ajusté au risque en trouvant le juste équilibre entre le très fort potentiel de hausse par rapport aux prix cibles fixés à l'interne et le niveau de risque perçu par la Société de gestion. À cette fin, il tient compte notamment de la qualité, de la liquidité et des perspectives de change des sociétés qu'il vise. Il adhère en outre aux Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies. En appliquant ce processus d'investissement, le Fonds a pour but de surperformer le marché en période de volatilité plus faible.

Ni le rendement d'un investissement dans le Fonds, ni l'atteinte de son objectif d'investissement ne peuvent être garantis. Les performances passées du Fonds ne garantissent pas et ne sont pas une indication de ses performances futures. En investissant dans le Fonds, les Porteurs de Parts reconnaissent et acceptent que leur investissement comporte un risque et peut entraîner tant des profits que des pertes, y compris la perte de la totalité du montant investi. Une synthèse des risques pesant sur un investissement dans le Fonds figure dans le chapitre « Risques » ci-après.

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Informations générales

Les principes généraux de la politique d'investissement ont été convenus et sont décrits dans le Règlement. Afin d'atteindre ses objectifs d'investissement, le Fonds peut investir ses actifs dans des actions, divers instruments de créance, des dépôts, des instruments dérivés et d'autres instruments financiers, et avoir recours à un effet de levier en empruntant ou en utilisant des instruments dérivés, sous réserve des et conformément aux directives de la politique d'investissement et aux restrictions en la matière explicitées ci-après, et à la Législation applicable.

Convenant aux investisseurs souhaitant investir dans un portefeuille de titres de sociétés de pays émergents d'Europe, il agit en tant que fonds diversificateur de moyen à long terme qui investit dans les marchés émergents du monde entier et dans les actions européennes ou internationales. Dans le cadre de sa stratégie de gestion de portefeuille active, la Société de gestion détermine

les allocations géographique et sectorielle des actifs du Fonds en fonction de son évaluation professionnelle et des conditions prévalant sur le marché. Le degré de diversification de ces allocations évolue au fil du temps et peut être faible.

Un investissement dans le Fonds comporte des risques importants, car celui-ci investit dans des actions de marchés en développement peu liquides.

Instruments autorisés

Le Fonds peut investir dans tout instrument financier émis par une société située dans un pays émergent d'Europe ou enregistrée dans un tel pays, sauf disposition contraire de la Législation applicable. Le Fonds peut notamment investir dans les instruments suivants :

- les valeurs mobilières, y compris les actions et autres titres équivalents émis par des sociétés, les obligations, toute autre forme de créance titrisée (titres de créance) et tout autre titre négociable assorti d'un droit d'acquisition d'une telle valeur mobilière par le biais d'une souscription ou d'un échange, ce qui inclut les obligations convertibles et les droits de souscription (les « **Valeurs mobilières** ») ;
- les instruments du marché monétaire ;
- les parts ou actions d'autres fonds d'investissement ou organismes de placement collectif ;
- les instruments dérivés ;
- les dépôts auprès d'établissements de crédit.

Valeurs mobilières et instruments du marché monétaire :

Sous réserve des restrictions énoncées dans la rubrique « Informations générales » du sous-chapitre « Politique d'investissement », le Fonds peut investir jusqu'à 100 % de sa valeur nette d'inventaire dans des Valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire remplissant les critères suivants :

- être un instrument admis à la négociation ou négocié sur un marché réglementé d'un État membre ou sur tout autre système de négociation réglementé dans un État membre, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public ;
- être un instrument admis à la cote officielle d'une bourse d'un État tiers (à l'exclusion des États non membres du GAFI) ou négocié sur une autre plate-forme de négociation réglementée d'un tel pays, en fonctionnement régulier, reconnue et ouverte au public ;
- être un instrument non admis à la négociation sur l'une des plates-formes susmentionnées, mais dont les conditions d'émission comprennent une clause stipulant que cet instrument sera admis à la négociation sur l'une de ces plates-formes dans l'année suivant son émission.

Le Fonds peut investir jusqu'à 10 % de sa valeur nette d'inventaire dans des Valeurs mobilières et/ou des instruments du marché monétaire ne remplissant aucun des critères précités. Les dispositions et restrictions relatives aux investissements dans les Valeurs mobilières s'appliquent également aux investissements dans les fonds d'investissement de type fermé et les organismes de placement collectif (OPC).

Fonds d'investissement et organismes de placement collectif

Le Fonds peut investir jusqu'à 10 % de son actif dans d'autres fonds de type OPCVM ou d'autres OPC au sens de l'art. 1, al. 2, let. a et b, de la Directive sur les OPCVM, établis dans un État membre ou non, sous réserve des points suivants :

- ces autres OPC doivent être autorisés en vertu de lois exigeant qu'ils soient soumis à une surveillance équivalente à celle prévue par la législation européenne, et la coopération entre l'EFSA et les autorités de la juridiction du domicile de ces organismes doit présenter des garanties suffisantes ;
- le niveau de protection des porteurs de parts de ces OPC doit être équivalent à celui des porteurs de parts des OPCVM, notamment pour ce qui est de la ségrégation des actifs, des emprunts et des prêts, et des ventes à découvert de Valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire doivent être conformes aux exigences de la Directive sur les OPCVM ;
- ces autres OPC doivent publier des rapports annuel et semestriel afin que leurs actifs, passifs, produits et opérations au titre de la période comptable considérée puissent être évalués ; et
- la proportion d'actifs d'OPCVM ou d'autres OPC dont l'acquisition est envisagée et qui, conformément à leurs règles de gestion ou à leurs statuts, peut être investie globalement dans les parts d'autres OPCVM ou d'autres OPCV, ne doit pas dépasser pas 10 %.

Concernant les investissements dans les fonds de type fermé et dans les OPC qui sont négociés sur un marché réglementé, ce sont les dispositions et les restrictions relatives aux investissements dans les Valeurs mobilières – et non les restrictions susmentionnées relatives aux investissements dans d'autres OPC – qui s'appliquent.

Le Fonds n'est pas autorisé à investir dans d'autres fonds d'investissement ou OPC gérés par la Société de gestion, qu'elle soit la société de gestion nommée ou déléguée.

Dépôts

Le Fonds peut placer ses actifs en dépôts, auprès d'un établissement de crédit, remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à 12 mois, à condition que le siège social de l'établissement de crédit soit situé dans un État membre ou, s'il est situé dans un État tiers, pour autant qu'il se conforme à des règles prudentielles considérées comme équivalentes à celles prévues par la législation européenne.

Instruments financiers dérivés

Le Fonds est autorisé à négocier des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement et de couverture, à condition que les dispositions impératives de la Législation applicable soient en tout temps respectées.

Il peut investir dans des instruments financiers dérivés dont les actifs sous-jacents sont :

- des instruments financiers dans lesquels le Fonds est autorisé à investir ;
- des titres ou des indices financiers reflétant les fluctuations des cours des marchés boursiers des pays émergents d'Europe ou d'un seul marché boursier ou segment d'un pays émergent d'Europe (y compris les indices énumérés dans la liste 1 de l'Annexe 1) ;
- des dépôts d'établissements de crédit ; et/ou
- des devises de pays émergents d'Europe, ou des taux de change entre devises de ces pays, ou des devises dans lesquelles les Valeurs mobilières sont libellées (y compris les devises énumérées dans la liste 2 de l'Annexe 1).

Le Fonds peut conclure des transactions sur dérivés de gré à gré, sous réserve des et conformément aux dispositions impératives de la Législation applicable. Son exposition totale à des instruments dérivés ne peut pas dépasser sa valeur nette d'inventaire totale.

Le Fonds utilise des dérivés principalement pour se protéger contre les risques. Pour ce qui est des investissements dans des instruments dérivés, il n'adoptera pas de positions courtes nettes, sauf s'il s'agit d'opérations sur devises.

Autres transactions

Le Fonds peut emprunter et contracter d'autres engagements susmentionnés jusqu'à 10 % de son actif. Il ne peut pas accorder de prêts ou de garanties à des tiers, mais il peut investir dans des Valeurs mobilières, des instruments du marché monétaire ou d'autres instruments financiers qui ne sont pas entièrement libérés. La Société de gestion ne peut pas procéder à des ventes à découvert de Valeurs mobilières, d'instruments du marché monétaire ou d'autres instruments autorisés pour le compte du Fonds.

Restrictions en matière d'investissement

Sauf dans les cas où la Législation applicable autorise une exposition supplémentaire à un émetteur (ou à des émetteurs appartenant au même groupe de sociétés), le Fonds ne peut pas investir plus de 10 % de sa valeur nette d'inventaire dans des Valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire émis par la même entité.

En outre, il ne placera pas plus de 20 % de sa valeur nette d'inventaire dans des dépôts au sein d'un même établissement de crédit. Cette restriction ne s'applique pas au compte détenu auprès du Dépositaire, sur lequel sont crédités des fonds provenant de l'émission de Parts ou de la vente d'actifs du Fonds, de même que des dividendes, intérêts et autres montants imputables aux actifs du Fonds, ou sur lequel des fonds sont détenus sous forme de dépôts à vue.

Le Fonds peut être exposé à hauteur de 10 % de son actif net à un établissement de crédit où il est autorisé à détenir des dépôts, par le biais de dérivés négociés de gré à gré. Quant aux expositions à d'autres contreparties par le biais de dérivés de gré à gré, elles ne dépasseront pas 5 % de l'actif net du Fonds.

La valeur totale des Valeurs mobilières et/ou des instruments du marché monétaire d'entités dans lesquelles il investit plus de 5 % de son actif net ne doit pas représenter plus de 40 % de son actif net. Cette restriction ne s'applique pas aux dépôts auprès d'établissements de crédit où le Fonds est autorisé à détenir des dépôts, ni aux transactions sur dérivés de gré à gré conclues avec de tels établissements.

Le Fonds n'investira pas plus de 20 % de sa valeur nette d'inventaire dans des Valeurs mobilières, des instruments du marché monétaire ou des dépôts au sein d'une même entité ou dans des transactions sur dérivés de gré à gré l'exposant à une même entité.

Il n'investira pas plus de 10 % de sa valeur nette d'inventaire dans un seul fond d'investissement ou OPC.

Nonobstant les restrictions énoncées au premier paragraphe de la présente rubrique, le Fonds peut investir jusqu'à 25 % de sa valeur nette d'inventaire dans des obligations couvertes émises par un établissement de crédit sis dans un État membre, sous réserve des restrictions prévues par la Loi sur les fonds de placement. La valeur totale des obligations couvertes émises par des établissements de crédit où le Fonds a investi plus de 5 % de son actif net ne doit pas représenter plus de 40 % de son actif net. Les obligations couvertes ne sont pas prises en considération dans le calcul de la limite maximale combinée de 40 % susmentionnée.

Nonobstant les autres restrictions prévues dans ce chapitre, le Fonds peut être exposé jusqu'à 35 % à une seule entité par le biais d'investissements dans des Valeurs mobilières, des instruments du marché monétaire ou des obligations couvertes émises par

cette même entité, et/ou par le biais de dépôts et/ou de transactions sur dérivés conclues avec cette même entité, sauf si et dans la mesure où le Fonds est autorisé à investir plus de 35 % de son actif dans des instruments financiers émis par cette entité, conformément au Prospectus et/ou à la Loi sur les fonds de placement.

Les sociétés comprises dans un même groupe à des fins de consolidation des comptes doivent être considérées comme une seule entité aux fins des présentes restrictions en matière d'investissement, sauf si elles bénéficient d'une exemption en vertu de la Loi sur les fonds de placement. À cet égard, le total des investissements du Fonds dans des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire émis par un même groupe de sociétés ne doit pas représenter plus de 20 % de sa valeur nette d'inventaire.

Le Fonds est soumis aux limites d'acquisition et de détention suivantes :

- 10 % d'actions sans droit de vote ou d'autres droits équivalents d'un même émetteur ;
- 10 % de titres de créance d'un même émetteur ;
- 10 % d'instruments du marché monétaire d'un même émetteur ;
- 25 % de parts ou d'actions d'un autre OPCVM ou d'un autre OPC.

Outre les restrictions en matière d'investissement susmentionnées, la Société de gestion doit respecter les autres limites et restrictions énoncées dans les dispositions impératives de la Législation applicable. Elle peut, à titre temporaire, ne pas respecter les restrictions en matière d'investissement énoncées dans le Prospectus, conformément à la Législation applicable.

Bref aperçu des techniques d'investissement et de gestion des risques

La Société de Gestion applique une stratégie d'investissement orientée sur la valeur et privilégiant la sélection des titres, sur la base d'un examen des sociétés et d'analyses sectorielles et macroéconomiques. Elle cherche et investit dans les titres présentant le meilleur potentiel de hausse parmi des investissements de risque similaire ou dans les titres les moins risqués parmi des investissements présentant le même potentiel de hausse.

L'analyse des liquidités du portefeuille ainsi que la diversification selon les secteurs, les pays, les devises et les instruments constituent le principal outil de gestion des risques. Par ailleurs, la Société de gestion peut avoir recours aux instruments dérivés à des fins de couverture ou prendre une exposition directionnelle aux devises. Elle suit activement les résultats financiers des sociétés et procède à des modifications pertinentes du portefeuille du Fonds en fonction du potentiel de hausse des sociétés par rapport aux prix cibles et de son opinion sur les tendances macroéconomiques.

Elle a établi des procédures pour la gestion interne des risques en vue d'identifier, de surveiller, de mesurer et de couvrir les risques associés aux investissements du Fonds. En outre, elle vérifie régulièrement que le Fonds respecte ses restrictions en matière d'investissement. Si le portefeuille du Fonds est en violation de ces restrictions en raison de la fluctuation des cours des actions ou d'autres circonstances, la Société de gestion doit immédiatement prendre des mesures afin de remédier à une telle violation.

Ni le Règlement ni le Prospectus n'excluent la possibilité d'utiliser des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments d'investissement, de couverture, d'optimisation des coûts ou autre. Ces techniques et instruments peuvent comprendre le recours à des dérivés et/ou à des transactions de financement sur titres (notamment les accords de prêt de titres, ainsi que les accords de mise ou prise en pension). Leur utilisation doit toujours respecter les exigences de la Législation applicable et ne doit en aucun cas contourner la politique d'investissement et les restrictions en matière d'investissement du Fonds. Actuellement, la Société de gestion n'emploie pas de techniques à des fins de gestion efficace du portefeuille, mais elle peut commencer à le faire à l'avenir, sous réserve des dispositions concernées de la Législation applicable.

PERFORMANCE PASSÉE DU FONDS

La performance passée ne saurait garantir ou présager la performance future. Les taux de rendement des années précédentes figurent à l'Annexe 2.

RISQUES

AVERTISSEMENT GÉNÉRAL EN MATIÈRE DE RISQUES

Investir dans le Fonds implique divers risques pouvant affecter le rendement des investissements. Les activités du Fonds peuvent être rentables ou non et rien ne garantit aux Porteurs de Parts qu'ils récupéreront leur investissement initial. En effet, si certains risques se matérialisent, il est possible que l'investisseur perde une part importante de son investissement. En outre, la performance passée du Fonds ne saurait garantir ou présager les résultats futurs. Il se peut que la valeur nette d'inventaire d'une Part soit fortement volatile en raison de la politique d'investissement du Fonds.

AVERTISSEMENT EN MATIÈRE DE RISQUES ASSOCIÉS AUX MARCHÉS ÉMERGENTS

Les actifs du Fonds sont investis dans des instruments financiers de pays émergents d'Europe. Les infrastructures législative, politique et économique des pays émergents ne sont pas à un stade de développement très avancé. Ces pays sont donc plus susceptibles de connaître des phases d'instabilité sociale, économique ou politique. Investir dans les pays émergents d'Europe

implique de ce fait des risques plus importants que sur des marchés développés. Les investisseurs du Fonds doivent accepter le fait que les développements positifs et la réussite des réformes entreprises par certains pays ne se reproduisent pas nécessairement dans d'autres pays. La capitalisation des marchés émergents d'Europe est en outre relativement limitée, ces marchés étant souvent volatils et peu liquides. Les taux de change des devises de ces pays peuvent sensiblement varier par rapport à la devise de référence du Fonds, ce qui peut fortement influencer sur la valeur nette d'inventaire des Parts. La Société de gestion ne couvre généralement pas les risques de change. Les pays peuvent imposer des restrictions sur les flux de capitaux et sur les exportations de devises. Ces restrictions sont susceptibles d'engendrer des difficultés pour le Fonds à procéder à des ventes et peuvent entraver la possibilité pour le Fonds d'accepter des rachats de Parts de manière régulière. La surveillance financière par les autorités peut ne pas être efficiente dans les pays émergents d'Europe. Il est possible que les normes de comptabilité, d'audit et de reporting couramment acceptées dans ces pays n'équivalent pas à celles communément acceptées dans les pays développés. Enfin, les systèmes de règlement et d'enregistrement des titres ainsi que les réglementations et les autorités de surveillance des systèmes de règlement, des agents de registre et des dépositaires ne correspondent pas forcément aux standards des marchés développés.

NIVEAU DE RISQUE DU FONDS

Les actifs du Fonds seront investis dans des instruments financiers de pays émergents. Le profil et le niveau de risque changent au fil du temps, sur la base de la politique d'investissement du Fonds. Toutefois, l'ensemble du Fonds devrait être considéré comme un produit d'investissement présentant un profil de risque élevé.

PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Fonds convient aux investisseurs pouvant tolérer un risque élevé et recherchant l'appréciation à long terme du capital par le biais d'investissements dans les marchés actions de pays émergents d'Europe. Les investisseurs doivent accepter le fait qu'il n'existe aucune garantie que les capitaux investis dans le Fonds seront préservés ni qu'ils s'apprécieront. L'horizon d'investissement minimal recommandé s'étend de cinq à dix ans, et les investisseurs devraient être à même de tolérer une volatilité importante de la valeur nette d'inventaire des Parts durant cette période. Ces derniers devraient disposer d'une expérience préalable en matière d'investissement dans ces produits ou de connaissances relatives au fonctionnement des marchés financiers. Comme le Fonds investit dans des actions régionales sur les marchés émergents, il est conseillé d'en faire un élément d'un portefeuille diversifié. Il est demandé à chaque investisseur d'évaluer, de manière indépendante, les risques associés à un investissement dans le Fonds et les conséquences possibles qui en découlent, sur la base de son expérience et de ses connaissances en la matière, de sa situation économique et financière et de la durée et des objectifs d'investissement. La Société de gestion recommande aux investisseurs potentiels de consulter un professionnel de l'investissement avant de prendre la décision d'investir.

APERÇU DES FACTEURS DE RISQUE MAJEURS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Investir dans le Fonds comporte divers risques, qui peuvent avoir un impact négatif sur les résultats de l'investissement. Les risques d'investissement seront assumés par l'investisseur.

Les risques pouvant influencer sur le rendement de l'investissement dans le Fonds sont énumérés ci-après. Les points qui nous semblent importants sont énoncés pour chacune de ces catégories de risques. Un investissement dans le Fonds implique aussi d'autres risques qui sont décrits dans d'autres parties du Prospectus ou qui n'y sont tout simplement pas explicitement mentionnés. Par conséquent, la liste ci-après n'est pas exhaustive. Avant d'investir dans les marchés émergents d'Europe, l'investisseur doit considérer le fait qu'il est plus probable que les facteurs de risques énumérés ci-dessous se matérialisent sur ces marchés que sur les marchés développés. En tenant compte des objectifs et de la politique d'investissement du Fonds, les risques les plus significatifs et les plus susceptibles d'avoir un impact sur la valorisation des actifs du Fonds comprennent les risques de marché, les risques associés au prix d'émission, les risques de liquidité, les risques de change, les risques politiques et les risques de concentration au sein d'une même classe d'actifs ou d'un même marché. Outre ces risques, d'autres types de risque sont associés à un placement dans le Fonds :

Risque de concentration du marché – le risque découle du fait que la majorité des investissements du Fonds peut être attribuée à un pays ou à une région donné(e), ce qui peut entraîner un risque supplémentaire de fluctuation des cours.

Risque de marché – risque d'essuyer des pertes en raison de fluctuations défavorables des cours sur un marché de valeurs mobilières spécifique ou sur un marché d'autres actifs. Les fluctuations défavorables des cours peuvent survenir en raison des mauvaises données macroéconomiques relatives à un pays, des résultats médiocres d'un secteur, de l'instabilité d'un marché de valeurs mobilières, du comportement et de la psychologie des investisseurs, ou encore d'autres facteurs.

Risque associé au prix d'émission – le risque de prix dépend fortement du risque de marché mais affecte surtout un titre ou un investissement spécifique. Il s'agit du risque d'essuyer des pertes en raison des fluctuations défavorables des cours d'un titre ou d'un investissement spécifique. Le cours des valeurs mobilières d'un émetteur dépend de l'évolution des résultats financiers de ce dernier, des changements relatifs à l'environnement concurrentiel, des estimations et des commentaires des analystes, etc.

Risque lié à un investissement dans des sociétés de petite capitalisation – le Fonds peut investir dans des sociétés de petite et de moyenne capitalisations dont les cours sont très volatils. Les titres de ces sociétés peuvent être moins liquides et plus influencés par les changements économiques que ceux des sociétés de grande capitalisation. Les sociétés de petite capitalisation sont confrontées à des risques plus élevés en raison de leurs équipes de direction réduites, de leurs ressources moins importantes et

du manque d'information du grand public à leur égard. En outre, l'écart acheteur-vendeur de ces sociétés est sensiblement plus élevé que celui des sociétés de grande capitalisation.

Risques liés à un investissement dans des fonds de placement – S'il investit ses actifs dans des fonds de placement qui investissent à leur tour leurs actifs dans d'autres fonds (fonds de fonds), le Fonds doit s'acquitter des commissions de gestion correspondantes et d'autres frais. Il y a donc un risque que ces commissions et frais dépassent ceux que le Fonds aurait payés s'il avait directement investi dans les instruments en question. De plus, la Société de gestion n'est pas toujours en mesure de surveiller étroitement les activités des fonds de placement dans lesquels le Fonds a investi. En effet, ces fonds de placement peuvent recourir à des stratégies d'investissement dont la Société de gestion n'a pas entièrement connaissance ou qui présentent, dans certaines situations de marché, des risques que la Société de gestion n'avait pas prévus. Enfin, un investissement dans d'autres fonds de placement présente un risque en lien avec la valorisation des actifs, car la Société de gestion peut se retrouver dans l'incapacité de surveiller la valorisation de chaque position ayant une incidence sur la valeur nette d'inventaire du fonds de placement concerné.

Risque de change – risque que la valeur d'un investissement libellé dans une devise étrangère varie défavorablement en raison de la fluctuation des taux de change.

Risque associé aux indices – la Société de gestion ne cherche pas à reproduire les indices des pays émergents d'Europe. Elle adopte plutôt une stratégie d'investissement orientée sur la valeur et procède à une sélection des titres rigoureuse en investissant les actifs du Fonds dans des sociétés présentant un très fort potentiel de hausse par rapport au prix cible. Par conséquent, il se peut que le rendement du Fonds diffère sensiblement de celui des indices des pays émergents d'Europe.

Risque politique – risque que des tendances ou des événements (politiques) défavorables (p. ex. des changements liés à l'économie politique ou au contexte juridique, des nationalisations, des émeutes ou encore des guerres) surviennent dans un pays où les actifs du Fonds ont été investis et affectent la stabilité politique ou économique du pays, ou son développement futur, entraînant la perte des investissements du Fonds dans ce pays ou diminuant leur valeur.

Risque de crédit – risque que l'émetteur des valeurs mobilières dans lesquelles le Fonds a investi ou la contrepartie d'une transaction conclue pour le compte du Fonds manque, intégralement ou partiellement, à ses obligations (p. ex. lorsqu'un émetteur ne rembourse pas les titres de créance émis, lorsqu'une contrepartie ne fournit pas les titres ou les liquidités convenus ou lorsqu'une contrepartie ne rembourse pas un prêt accordé par le Fonds), occasionnant ainsi des dommages au Fonds.

Risque de garde – risque que le Fonds essuie des pertes dues à des actions, à l'absence d'actions ou à la faillite du Dépositaire, des sous-dépositaires ou des dépositaires locaux. De telles pertes peuvent résulter de la faillite d'une personne détenant des titres, de la perte de titres ou de l'incapacité d'une personne à exécuter les demandes.

Risque de liquidité – risque qu'un instrument financier ne puisse pas être vendu en raison de faibles liquidités au moment voulu ou à un prix raisonnable, ou parce qu'il est impossible de vendre l'actif. Le risque de liquidité concerne en particulier les investissements dans des sociétés de petite capitalisation et dans des instruments qui ne sont pas négociés sur un marché de valeurs mobilières réglementé.

Risque de taux d'intérêt – risque que les taux d'intérêt, les courbes de rendement ou la volatilité des taux d'intérêt évoluent défavorablement pour le Fonds.

Risques de concentration au sein d'une même classe d'actifs ou d'un même marché – risque qu'un événement ou une circonstance particuliers aient des répercussions profondes sur le rendement du Fonds en raison de la concentration des investissements du Fonds sur un marché ou un petit nombre de marchés, dans une classe d'actifs spécifique ou auprès d'un petit nombre d'émetteurs.

Risque juridique – risque que le Fonds essuie des pertes ou que des pénalités soient imposées au Fonds parce que la Société de gestion ne dispose pas de connaissances suffisantes relatives à la législation et aux obligations légales appliquées dans les pays où le Fonds détient des investissements. Par ailleurs, des amendements à la législation après la création des investissements pourraient entraîner des restrictions sur les activités du Fonds ou engendrer des obligations pour le Fonds.

Risque systémique – risque que des erreurs techniques des systèmes de traitement des titres des dépositaires, des bourses, des marchés, des chambres de compensation ou d'autres contreparties puissent causer des pertes pour le Fonds en raison de transactions inabouties, de règlements différés, d'erreurs dans l'enregistrement des transactions, etc.

Risque fiscal – risque de changements défavorables dans la législation fiscale des pays où le Fonds investit ses actifs (p. ex. les bénéfices ou les revenus du Fonds sont assujettis à un impôt).

Risque associé à l'évaluation des actifs du Fonds – les actifs du Fonds peuvent être investis dans des titres peu liquides et dans des titres qui ne sont pas négociés sur des marchés réglementés. Dans ce cas, il est possible qu'aucune valeur de marché fiable ne soit disponible. La détermination de la juste valeur de ces actifs pourra se révéler complexe et dépendra des évaluations de la Société de gestion. Le prix de ces instruments financiers utilisé pour le calcul de la valeur nette d'inventaire peut sensiblement différer du prix de transaction de marché obtenu ultérieurement, pouvant entraîner un ajustement à la baisse important du prix des instruments financiers ainsi qu'une modification significative de la valeur nette d'inventaire des Parts.

Risque associé à l'Agent de registre – risque d'essuyer des pertes en raison d'actions ou de l'absence d'actions de l'Agent de registre (p. ex. en raison de transactions inabouties découlant d'une erreur technique, de règlements différés, de transactions erronées, de la communication non autorisée d'une information confidentielle, etc.).

Risque associé aux conflits d'intérêts – étant donné que la Société de gestion gère d'autres fonds et portefeuilles que le Fonds, des conflits d'intérêts peuvent survenir à certains moments. La Société de gestion a adopté des règles et des politiques internes afin d'éviter de manière efficace les éventuels conflits d'intérêts et/ou de les gérer de manière appropriée ; elle veillera à se conformer à ces règles, politiques et procédures.

Risque lié aux frais du Fonds – qu'il enregistre une performance positive ou négative, le Fonds doit s'acquitter des commissions et des frais liés à sa gestion, ce qui a un impact sur sa performance. La Société de gestion a fixé des limites pour les commissions et frais payés par le Fonds afin de protéger les intérêts des Porteurs de Parts. La Commission de gestion se compose d'un taux fixe et d'une Commission de performance. Elle est donc en partie corrélée à la performance des investissements du Fonds. De cette manière, les intérêts de la Société de gestion vont dans le même sens que ceux des Porteurs de Parts.

Risque lié aux collaborateurs clés – la performance du Fonds dépend des actions et de l'expérience des gestionnaires d'investissement et des autres collaborateurs clés. Le départ de collaborateurs clés peut avoir une incidence négative sur la Société de gestion. La Société de gestion s'efforce de garantir à ses cadres et à ses collaborateurs des conditions de travail attrayantes et motivantes. Les gestionnaires d'investissement sont les détenteurs indirects de la Société de gestion ; leur rémunération dépend donc directement de la performance et du rendement de celle-ci. Le régime de rémunération d'autres collaborateurs clés est aussi lié à la performance de la Société de gestion, dans le respect des limites prévues par les lois applicables.

Outre les risques d'investissement habituels, les investisseurs doivent être conscients du fait que des changements peuvent survenir à la direction du Fonds. De tels changements pourraient avoir d'importantes conséquences sur un investissement dans le Fonds. Le rachat des Parts pourrait par exemple être suspendu sur la base des termes et conditions énoncés dans le Prospectus et dans la Législation applicable. Le Fonds pourrait également être réorganisé, fusionné avec un autre fonds d'investissement ou liquidé. De même, les frais et dépenses à la charge du Fonds ou des Porteurs de Parts peuvent être modifiés, le Règlement et/ou le Prospectus peuvent être amendés de manière substantielle, etc. Il est possible que certains des événements susmentionnés surviennent sans préavis pour les Porteurs de Parts.

RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS DÉRIVÉS

La Société de gestion peut investir les actifs du Fonds dans des instruments dérivés à des fins de couverture et pour atteindre les objectifs du Fonds. La valeur de marché d'un instrument dérivé dépend du prix ou de la valeur d'un autre actif sous-jacent (p. ex. une action, un indice boursier, un taux de change). L'utilisation d'instruments dérivés implique le recours à un effet de levier, technique par laquelle une moindre modification du prix d'un actif sous-jacent peut entraîner une modification importante du prix de l'instrument dérivé. Par conséquent, un investissement dans des instruments dérivés peut engendrer des profits ou des pertes relativement plus élevés (risque plus important) qu'un investissement similaire dans les sous-jacents. Dans le cas de certains instruments dérivés, la perte potentielle est plus importante que l'investissement initial effectué. Étant donné que la valeur de l'instrument dérivé dépend du prix de l'actif sous-jacent, l'instrument dérivé est exposé aux mêmes risques que le sous-jacent. En outre, le risque de contrepartie, le risque de taux d'intérêt ainsi que les fluctuations de la volatilité de l'actif sous-jacent influent sur la valeur du dérivé. Enfin, des modèles d'évaluation complexes sont souvent utilisés afin de déterminer la valeur du dérivé. Par conséquent, investir dans les dérivés peut également impliquer un risque d'évaluation.

RISQUES ASSOCIÉS AUX TITRES NON NÉGOCIÉS SUR DES MARCHÉS RÉGLEMENTÉS

Il se peut qu'une partie des actifs du Fonds soit investie dans des titres qui ne sont pas négociés sur des marchés réglementés. Outre les risques d'investissement ordinaires, de tels investissements comportent des risques de liquidité et des risques d'évaluation plus importants.

PARTS, DROITS ET OBLIGATIONS ASSOCIÉS AUX PARTS

PART

Une Part représente la participation d'un Porteur de Parts aux actifs du Fonds. La Part est un titre inscrit sous forme dématérialisée dans un registre de parts électronique. Aucun certificat relatif aux Parts n'est délivré aux Porteurs de Parts. De plus amples informations sur le Registre des Parts et l'Agent de registre figurent dans le chapitre « Agent de registre » ci-après.

Les Parts sont divisibles. Les fractions de Parts issues de la division des Parts sont arrondies à trois décimales. Les règles suivantes s'appliquent pour l'arrondissement : les nombres compris entre NNN,NNN0 et NNN,NNN4 sont arrondis à NNN,NNN et les nombres compris entre NNN,NNN5 et NNN,NNN9 sont arrondis à NNN,NN(N+1). Le Fonds est composé de cinq Catégories de Parts :

- Avaron Emerging Europe Fund A, valeur nominale : 6,39 EUR, lancement le 23 avril 2007 (ci-après les « Parts A »), ISIN EE3600090049 ;
- Avaron Emerging Europe Fund B, valeur nominale : 6,39 EUR, lancement le 23 avril 2007 (ci-après les « Parts B »), ISIN EE3600090056 ;

- Avaron Emerging Europe Fund C, valeur nominale : 10 EUR, lancement le 8 septembre 2009 (ci-après les « Parts C »), ISIN EE3600102901 ;
- Avaron Emerging Europe Fund D, valeur nominale : 10 EUR, lancement le 27 septembre 2010 (ci-après les « Parts D »), ISIN EE3600108866 ;
- Avaron Emerging Europe Fund E, valeur nominale : 10 EUR, lancement le 25 octobre 2010 (ci-après les « Parts E »), ISIN EE3600108874.

DROITS ASSOCIÉS AUX PARTS

L'émission et le rachat de Parts, ainsi que la création et l'extinction des droits et des obligations qui y sont rattachés, prennent effet une fois les Parts concernées inscrites au Registre des Parts.

Dans des circonstances égales, les Porteurs de Parts doivent être traités sur un pied d'égalité. Les Parts donnent aux Porteurs de Parts des droits à exercer conformément aux termes et procédures prévus dans le Prospectus et la Législation applicable. Ces droits sont les suivants : (i) demander le rachat de Parts ; (ii) transférer des Parts à des tiers ; (iii) recevoir une partie des actifs restant après la liquidation du Fonds et toute distribution effectuée par le Fonds, au prorata du nombre de Parts détenues et de la Catégorie de Parts concernée ; (iv) accéder aux et recevoir les informations sur le Fonds ; (v) sur demande, recevoir une confirmation de l'Agent de registre au titre des Parts inscrites au nom du Porteur de Parts concerné dans le Registre des Parts ; (vi) exercer les autres droits prévus par les dispositions impératives de la Législation applicable.

Le Fonds ne tient pas d'assemblée générale et n'a pas créé d'autre organe de représentation des Porteurs de Parts ; c'est pourquoi ces derniers ne disposent ni du droit ni de l'opportunité de participer à la gestion du Fonds par le biais d'un tel organe. Sans limitation des dispositions susmentionnées, les Parts ne donnent aucun droit de participation ou de demande de participation dans la gestion des investissements du Fonds. Aucun Porteur de Parts n'est en droit d'exiger la liquidation du Fonds.

Les Porteurs de Parts exercent les droits associés à leurs Parts de bonne foi et conformément au Règlement, au Prospectus et à la Législation applicable, sans l'intention ou l'objectif de porter préjudice aux intérêts des autres Porteurs de Parts, de la Société de gestion, du Dépositaire ou de toute autre partie tierce.

VALEUR NETTE D'INVENTAIRE DES PARTS ET TRANSACTIONS SUR LES PARTS

VALEURS NETTES D'INVENTAIRE DU FONDS ET DES PARTS

La valeur nette d'inventaire du Fonds et des Parts dépend de la valeur des actifs du Fonds. La Société de gestion calcule la valeur nette d'inventaire du Fonds et des Parts sur la base des dispositions de son règlement interne et de la Législation applicable. Afin de déterminer la valeur nette d'inventaire du Fonds, la valeur de ses actifs est calculée après déduction de ses engagements, suivant le règlement interne de la Société de gestion (disponible sur le site web www.avaron.com). La valeur des actifs se fonde principalement sur leur valeur de marché. Si la valeur de marché ne peut pas être établie, la valorisation des actifs repose sur une autre méthode appropriée et généralement acceptée pour déterminer la juste valeur des actifs, tel que prévu par le règlement interne de la Société de gestion. La valeur nette d'inventaire d'une Part est calculée de la manière suivante : la valeur nette d'inventaire totale du Fonds est divisée par le nombre de Parts émises et en circulation de la Catégorie concernée, ce nombre étant ajusté selon les demandes de transaction reçues par la Société de gestion, mais non encore réglées. La valeur nette d'inventaire d'une Catégorie de Parts est calculée de la manière suivante : les passifs du Fonds imputables à la Catégorie sont déduits de la valeur de marché totale des titres et autres actifs du Fonds imputables à la Catégorie, puis la valeur obtenue est divisée par le nombre de Parts en circulation dans la Catégorie.

La valeur nette d'inventaire ainsi que les prix de souscription et de rachat des Parts sont calculés chaque Jour ouvré dans la devise de référence de la Part concernée.

La Société de gestion calcule et publie la valeur nette d'inventaire du Fonds ainsi que la valeur nette d'inventaire et les prix de souscription et de rachat des Parts au minimum une fois pour chaque Jour ouvré, au plus tard à 16h30 EET/EEST le Jour ouvré suivant. La valeur nette d'inventaire des Parts ainsi que les prix d'émission et de rachat sont arrondis à quatre décimales.

Si un événement ou un fait survient ou devient évident une fois la valeur nette d'inventaire du Fonds calculée et publiée et que cet événement ou ce fait, selon l'évaluation professionnelle de la Société de gestion, a une incidence considérable sur le calcul de la valeur nette d'inventaire, la Société de gestion a le droit de procéder à une revalorisation pour éviter que le premier calcul porte préjudice aux intérêts des Porteurs de Parts.

TRANSACTIONS SUR LES PARTS

L'émission de Parts n'est soumise à aucune limite de temps ou de montant. L'émission, le rachat et la conversion de Parts sont exécutés chaque Jour ouvré (de plus amples informations figurent dans le sous-chapitre « Heure limite »), sauf si les émissions ou les rachats sont suspendus en vertu du Prospectus et/ou de la Législation applicable. Les transactions sur les Parts sont exécutées et réglées dans la devise de référence des Catégories de Parts concernées.

L'émission et le rachat des Parts sont organisés par l'Agent de transfert. Afin de conclure des transactions sur les Parts, les investisseurs doivent disposer soit d'un compte-titres et d'un compte-espèces associé auprès de l'Agent de transfert, soit d'un compte de registre auprès de l'Agent de transfert et d'un compte-espèces dans un autre établissement de crédit.

Les investisseurs peuvent ouvrir un compte séparé à leur propre nom ou un compte de mandataire aux termes et conditions prévues par un tel prestataire de services tiers (p. ex. un distributeur). Si les Parts sont détenues sur un compte de mandataire, les ordres de transaction sur les Parts sont soumis par le mandataire, et tous les transferts et paiements au titre de ces transactions sont exécutés sur le compte de mandataire, et les transferts et paiements dus à ce titre sur le compte courant du mandataire.

En soumettant une demande de souscription ou de conversion, les Porteurs de Parts confirment avoir pris connaissance du Règlement et du Prospectus, ainsi qu'avoir consenti et s'être engagé à respecter leurs dispositions. Ils ne sont pas autorisés à révoquer ou à modifier leur demande de souscription, de rachat ou de conversion après l'avoir soumise à la Société de gestion. Après avoir souscrit des Parts, les investisseurs versent le montant de souscription sur le compte de trésorerie du Fonds dans le délai imparti. Dans le cas où un Porteur de Parts n'aurait pas dûment exécuté ses obligations, la Société de gestion peut utiliser toute voie de recours dont elle dispose conformément à la Législation applicable (ce qui comprend le retrait de la transaction et la possibilité d'exiger la réparation des dommages causés par le Porteur de Parts au Fonds, aux autres Porteurs de Parts et/ou à la Société de gestion). La Société de gestion a le droit, à son entière discrétion, de refuser d'exécuter une demande de souscription ou de conversion, si elle le juge nécessaire pour protéger les intérêts des Porteurs de Parts existants ou pour assurer la bonne gestion du Fonds.

Les Porteurs de Parts s'acquittent des frais de souscription et de rachat ainsi que de toutes autres dépenses directes relatives à la souscription ou au rachat de Parts.

ÉMISSION DES PARTS

La souscription de Parts n'est soumise à aucune limite de nombre de Parts ou de montant à investir. Les Parts peuvent être souscrites et sont émises chaque Jour ouvré. Le prix de souscription d'une Part équivaut à la valeur nette d'inventaire de cette Part calculée le jour de la réception de la demande de souscription (ci-après le « **Jour de transaction** »). En fonction de la Catégorie de Parts concernée, des frais de souscription peuvent être ajoutés à la valeur nette d'inventaire de la Part en question. Les Parts sont uniquement émises après le paiement intégral du montant de souscription.

Les Parts des Catégories A et B sont émises exclusivement aux investisseurs détenant des Parts des Catégories respectives au 30 mai 2009 à minuit (investisseurs existants). Les nouveaux investisseurs ne peuvent pas souscrire les Parts A et B. Les montants de souscription initiale minimaux sont les suivants :

- Parts C : 500 000 EUR ;
- Parts D : aucun montant de souscription minimal n'est appliqué ;
- Parts E : 500 000 EUR.

La Société de gestion est en droit de réduire, à son entière discrétion, les montants de souscription initiale minimaux des Parts C et E. Il n'existe aucun montant de souscription minimal pour les Parts A, B et D.

Afin de souscrire une Part, les investisseurs doivent soumettre une demande de souscription à l'Agent de transfert. Les Parts sont émises une fois le montant de souscription reçu dans la devise de référence de la Catégorie concernée sur le compte-espèces du Fonds au plus tard à la date de règlement et à l'inscription de la Part dans le Registre des Parts. La date de règlement ne doit pas dépasser le troisième Jour ouvré suivant le Jour de transaction, sauf accord contraire entre la Société de gestion et l'investisseur concerné.

En soumettant une demande de souscription, les investisseurs consentent à ce que leurs données (y compris leurs données personnelles) soient traitées selon les principes de la Société de gestion en la matière (disponibles sur le site web www.avaron.com). Les personnes autorisées par la Société de gestion à traiter les données personnelles (les sous-traitants autorisés) et leurs coordonnées figurent également sur ce site.

RACHAT DE PARTS

Lors du rachat de Parts, le montant du prix de rachat total des Parts concernées est débité des actifs du Fonds et porté au compte-espèces du Porteur de Parts. Le versement se fait dans la devise de référence des Parts. Il n'est pas possible de procéder à des paiements en nature. Lors du paiement du montant du prix de rachat, les Parts sont supprimées du Registre des Parts (à la date de règlement) et tous les droits et obligations rattachés aux Parts sont considéré comme éteints à compter de cette suppression. Les rachats de Parts sont exécutés tous les jours. Le prix de rachat d'une Part équivaut à la valeur nette d'inventaire de cette Part calculée le jour de la réception de la demande de rachat. Aucune commission de rachat ne s'applique.

Afin de demander le rachat de Parts, les Porteurs de Parts doivent soumettre une demande de rachat à l'Agent de transfert. La date de règlement est fixée au plus tard au troisième Jour ouvré suivant la date d'exécution de la demande de rachat, sauf accord contraire entre la Société de gestion et le Porteur de Parts concerné ou dans le cas d'un accord spécial, tel que spécifié ci-après.

Le délai relatif au paiement du montant du prix de rachat ne comprend pas le temps nécessaire à l'exécution du transfert par la banque bénéficiaire.

Accords spéciaux

Si, un même Jour de transaction, un seul Porteur de Parts soumet une ou des demandes de rachat et/ou de conversion qui résultent au total en un rachat de plus de 5 % de la valeur nette d'inventaire du Fonds, la Société de gestion aura le droit (mais ne sera pas obligée) de scinder les demandes de rachat et/ou de conversion et de recourir à des procédures particulières pour fixer le Jour de transaction desdites demandes. Ainsi, si le montant total des demandes de rachat s'élève (i) à 5 % ou moins de la valeur nette d'inventaire du Fonds, les dispositions générales de rachat s'appliquent ; (ii) s'il varie entre 5 % et 10 % de la valeur nette d'inventaire du Fonds, le Jour de transaction sera le Jour ouvré suivant la date de la ou des demandes concernées ; et (iii) si le volume total des demandes dépasse 10 % de la valeur nette d'inventaire du Fonds, le Jour de transaction sera le Jour ouvré suivant la date du point (ii).

Si, un même Jour de transaction, plusieurs Porteurs de Parts soumettent des demandes de rachat et/ou de conversion qui résultent en un rachat de plus de 5 % de la valeur nette d'inventaire du Fonds et que, selon la Société de gestion, il n'est pas nécessaire de suspendre le rachat de Parts, la Société de gestion aura le droit de reporter la date de paiement de ces demandes de rachat et/ou de conversion jusqu'à 10 Jours ouvrés, en tenant compte de la date de réception de ces demandes de rachat et de conversion. Le paiement des demandes reportées sera effectué selon leur date de réception. Le report de la date du paiement de ces demandes n'a aucune incidence sur le règlement des demandes de rachat et/ou de conversion reçues les jours suivants, à moins que les conditions de report énoncées ci-avant ne soient remplies pour ces demandes-là également. La Société de gestion informera les Porteurs de Parts concernés par le report de la nouvelle date de paiement et publiera sur son site web un avis à ce propos.

En cas de retard de paiement, les Porteurs de Parts ne sont pas en droit d'exiger une amende, une sanction, des indemnités ou d'utiliser toute autre voie de recours, et la Société de gestion ne sera tenue responsable d'aucun dommage éventuel pouvant survenir en raison du fractionnement des demandes ou du report du Jour de transaction ou de la date de paiement des demandes, tels que décrits ci-avant.

CONVERSION DE PARTS

Les Porteurs de Parts sont en droit de demander la conversion de leurs Parts en Parts d'une autre Catégorie du Fonds, tel que spécifié ci-dessous, pour autant que les conditions relatives aux montants de souscription initiale minimaux présentées dans le sous-chapitre « Émission de Parts » soient remplies, à moins que la Société de gestion n'ait décidé, à son entière discrétion, de revoir ces exigences à la baisse ou d'y renoncer pour certains investisseurs.

- Les Parts A peuvent être converties en tout type de Parts du Fonds.
- Les Parts B peuvent être converties en Parts C, D et E.
- Les Parts C peuvent être converties en Parts D et E.
- Les Parts D peuvent être converties en Parts C et E.
- Les Parts E peuvent être converties en Parts C et D.

HEURE LIMITE

La date d'une demande de souscription, de rachat ou de conversion (le **Jour de transaction**) est le Jour ouvré où la demande est dûment adressée à et reçue par l'Agent de transfert au plus tard à 11h EET/EEST. Les demandes de transaction reçues par l'Agent de transfert après cette heure limite sont considérées comme reçues le Jour ouvré suivant.

SUSPENSION DES TRANSACTIONS

La Société de gestion peut suspendre l'émission ou le rachat de Parts sous réserve de et conformément à la Loi sur les fonds de placement, si une telle suspension est dans l'intérêt de tous les Porteurs de Parts ou dans le but d'assurer la bonne marche et la bonne gestion du Fonds. Elle est en droit de suspendre les rachats de Parts dans les cas suivants : (i) le Fonds ne dispose pas d'actifs liquides pour racheter les Parts ; (ii) la Société de gestion est dans l'incapacité de rapatrier des fonds aux fins du paiement des montants de rachat, ou un transfert de fonds relatif à la vente ou à l'acquisition d'investissements ou un versement de paiements au titre d'un rachat de Parts ne peuvent pas, selon la Société de gestion, être exécutés à la juste valeur ; (iii) le calcul de la valeur nette d'inventaire du Fonds est rendu difficile, p. ex. en raison d'une panne ou d'une restriction de l'utilisation des moyens de communication habituellement employés pour le calcul du prix ou de la valeur des investissements ou des cours actuels sur une bourse ou autre plate-forme de négociation ; (iv) la bourse ou la plate-forme de négociation constituant le marché ou la plate-forme sur le(la)quel(le) est alors cotée une part substantielle des actifs du Fonds est fermé(e) (en dehors des jours fériés habituels) ou sur le(la)quel(le) les négociations sont considérablement limitées ou suspendues, ou encore les rachats des parts ou actions des fonds dans lesquels le Fonds investit sont suspendus ou restreints ; (v) la demande de rachat concernée pourrait porter préjudice aux intérêts de tous les Porteurs de Parts ou à la gestion et à l'exploitation du Fonds (p. ex. la préparation

d'un changement structurel au sein d'une société, tel qu'une fusion ou une dissolution suivie d'une liquidation) ; (vi) tout autre cas de suspension de souscription ou de rachat prévu par la Législation applicable.

La Société de gestion doit informer dans les plus brefs délais l'EFSA de toute suspension de souscriptions ou de rachats de Parts, sauf si une telle suspension est due à l'interruption des transactions sur la bourse ou autre plate-forme de négociation concernée. Elle doit en outre publier un avis à cet égard sur son site web. Les souscriptions et les rachats de Parts peuvent être suspendus pour une période de trois mois, cette période pouvant être prolongée sous réserve de l'approbation de l'EFSA.

En cas de suspension des rachats de Parts, l'Agent de registre conserve toutes les demandes de souscription et les paiements sur son compte, et les Parts sont émises sur la base de la première valeur nette d'inventaire calculée après la fin de la suspension et la reprise des rachats de Parts. Toutes les demandes seront exécutées dans l'ordre de réception.

IMPOSITION

Selon la législation estonienne, le Fonds n'est pas assujéti à l'impôt en Estonie. Le Fonds et/ou les investisseurs peuvent cependant être redevables d'impôts dans les pays où le Fonds détient des investissements, du fait des différents systèmes fiscaux. Si un Porteur de Parts est assujéti à l'impôt, les plus-values découlant des Parts peuvent être imposables. La Société de gestion ne pratique aucune retenue d'impôts au titre des plus-values générées par les Parts. Les Porteurs de Parts sont chacun responsables de la déclaration et du paiement de leurs impôts. Le régime fiscal applicable à un investisseur peut dépendre de son lieu de résidence fiscale, du cadre juridique et d'autres circonstances. Il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller fiscal professionnel avant d'investir dans le Fonds.

COMMISSIONS ET FRAIS

COMMISSIONS ET FRAIS

Les taux des Commissions de gestion et du Dépositaire figurent dans le tableau 1. La Société de gestion est autorisée, à son entière discrétion, à réduire les commissions de souscription ou à y renoncer. Les taux des Commissions de gestion et du Dépositaire sont calculés comme pourcentage de la valeur de marché des actifs du Fonds. Ces commissions sont déduites quotidiennement de la valeur de marché des actifs du Fonds et versées chaque mois au titre du mois précédent.

	Parts A	Parts B	Parts C	Parts D	Parts E
Frais à la charge des Porteurs de Parts :					
Commission de souscription	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune
Commission de rachat	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune
Commissions et frais à la charge du Fonds :					
Commission de gestion	1,75 %	1,25 %	1,15 %	2,0 %	0,85 %
Commission de performance	15 % du rendement excédant 5 % par an	15 % du rendement excédant 8 % par an	Aucune	Aucune	15 % du rendement excédant l'indice de référence
Commission du Dépositaire (TVA incluse)	0,096 % par an (sous réserve d'un montant minimal de 10 800 EUR), majorée d'une commission supplémentaire comprise entre 0,034 % et 0,54 % par an, selon la juridiction où sont enregistrés les actifs du Fonds				
Autres frais	Selon la liste des prix du prestataire de services				

Tableau 1 Commissions dues par le Fonds et les Porteurs de Parts

Les Commissions de gestion et du Dépositaire sont provisionnées chaque jour de calcul de la valeur nette d'inventaire du Fonds et sont payées chaque mois pour le mois civil précédent. Les taux de la Commission du Dépositaire indiqués ci-avant comprennent la taxe à la valeur ajoutée.

La Société de gestion est en droit de recevoir une Commission de performance si la valeur nette d'inventaire des Parts A ou B est supérieure au seuil de performance (*high-water mark*) auquel est ajouté le taux de rendement minimal exigé, tel qu'indiqué dans le tableau 1. Le taux Euribor applicable est fixé le dernier Jour ouvré de chaque trimestre pour le trimestre suivant. Si le taux Euribor est négatif, un taux de 0 % sera appliqué. La provision pour la Commission de performance est réévaluée chaque jour de calcul de la valeur nette d'inventaire. La Commission de performance est calculée chaque mois.

La Société de gestion est en droit de percevoir une Commission de performance si la valeur nette d'inventaire des Parts E excède la valeur nette d'inventaire fixe la plus récente à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. Le taux de cette commission s'élève à 15 % de l'augmentation de la valeur nette d'inventaire des Parts E au-delà de la dernière valeur nette d'inventaire

fixe à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. La valeur nette d'inventaire fixe correspond à la valeur nette d'inventaire des Parts E calculée au 30 juin le plus récent. L'indice de référence est le MSCI EFM Europe + CIS (E+C) ex Russia Net Return EUR.

La Société de gestion est en droit de choisir un autre indice de référence. Elle notifiera aux Porteurs de Parts, au moins un mois à l'avance, tout changement relatif à l'indice de référence sur un support pouvant être reproduit par écrit. Ladite notification sera envoyée aux adresses des Porteurs de Parts figurant dans le Registre des Parts ou à toute autre adresse que les Porteurs de Parts auront communiquée à la Société de gestion. Si le changement est effectif à compter d'une autre date que le 1^{er} juillet, la Société de gestion ne sera pas en droit de percevoir une Commission de performance pour la période commençant le 1^{er} juillet précédant la date du changement et se terminant le 30 juin suivant la date du changement. La provision pour la Commission de performance des Parts E est réévaluée chaque jour de calcul de la valeur nette d'inventaire du Fonds. Elle est fixée le 30 juin de chaque année civile et est payée au cours du mois suivant.

Si des Parts sont rachetées avant la date à laquelle la Commission de performance est fixée, la Commission de performance encourue au titre des Parts rachetées mais non encore payée sera versée au cours du mois suivant sa fixation.

Le Fonds s'acquitte des frais relatifs à sa gestion, tel qu'indiqué dans le Règlement (ce qui comprend également les frais de liquidation).

Les commissions et frais totaux (à l'exclusion des frais de liquidation) dus pour le compte du Fonds ne peuvent pas être supérieurs à 5 % par an de la valeur de marché moyenne pondérée des actifs du Fonds.

INFORMATIONS CONCERNANT LE FONDS

COMPTABILITÉ ET REPORTING

La Société de gestion est chargée de la comptabilité et du reporting du Fonds sous réserve de et conformément à la Loi sur les fonds de placement, la loi estonienne en matière de comptabilité, toute autre législation applicable et les règles de comptabilité internes. Le rapport annuel du Fonds est audité et le rapport des réviseurs y est annexé. Le rapport annuel doit être approuvé et publié dans les quatre mois suivant la fin de l'exercice et le rapport semestriel, dans les deux mois suivant la fin de la période comptable concernée.

Toute personne est autorisée à consulter les informations et documents suivants au siège social de la Société de gestion ou sur son site web (www.avaron.com) : (i) le Règlement ; (ii) le dernier rapport annuel du Fonds ; (iii) le rapport semestriel du Fonds s'il a été approuvé après le dernier rapport annuel ; (iv) le Prospectus et les KIID ; (v) le nom et les coordonnées de la Société de gestion ; (vi) le nom des personnes responsables des activités de gestion des investissements ; (vii) le nom et les coordonnées du Dépositaire ; (viii) les règles de calcul de la valeur nette d'inventaire et les règles internes relatives à l'exécution de transactions sur dérivés pour le compte du Fonds ; (ix) le volume de la participation de la Société de gestion dans le Fonds ; (x) le dernier rapport annuel de la Société de gestion.

Sur demande, les Porteurs de Parts peuvent gratuitement recevoir un exemplaire du Règlement, du dernier rapport annuel et/ou semestriel du Fonds, du Prospectus et des KIID. Ils peuvent obtenir ces documents par courrier postal, par courrier électronique, par fax ou au siège social de la Société de gestion.

La Société de gestion publie quotidiennement sur son site web (www.avaron.com) la valeur nette d'inventaire des Parts ainsi que les prix de souscription et de rachat.

Si des circonstances particulières ont une incidence significative sur les activités ou la situation financière du Fonds ou de la Société de gestion, ou encore sur la valeur nette d'inventaire du Fonds, les informations y relatives seront immédiatement publiées sur le site web de la Société de gestion (www.avaron.com).

AMENDEMENTS AU PROSPECTUS

Le Prospectus peut être amendé sur résolution du conseil d'administration de la Société de gestion, ce qui comprend également les amendements importants comme ceux de la politique d'investissement, des restrictions en matière d'investissement, des commissions, des frais et autres dépenses dus pour le compte du Fonds. En cas d'amendements importants au Prospectus, la Société de gestion s'assure que les Porteurs de Parts disposent d'une période d'au moins un mois avant l'entrée en vigueur de ces amendements au cours de laquelle elle exécutera les demandes de rachat des Porteurs de Parts sans prélever de commission de rachat, ou qu'ils ont une autre option de sortie par le biais de la vente de leurs Parts à un prix au moins égal à la valeur nette d'inventaire desdites Parts. Elle informe les Porteurs de Parts de ces droits sur son site web.

Sous réserve de la période d'un mois susmentionnée, les amendements au Prospectus entrent en vigueur uniquement après notification de la nouvelle version du Prospectus à l'EFSA et sa publication sur le site web de la Société de gestion, sauf si une date ultérieure est fixée moyennant une résolution. Si des amendements importants au Prospectus sont nécessaires pour amender le Règlement, ils entreront en vigueur en même temps que les amendements du Règlement.

LIQUIDATION DU FONDS

Le Fonds peut être clôturé et liquidé uniquement sur résolution du conseil d'administration de la Société de gestion ou en vertu des dispositions impératives de la Législation applicable. L'approbation de l'EFSA est obligatoire pour la liquidation du Fonds. Dès réception de cette approbation, la Société de gestion doit publier dans les plus brefs délais un avis concernant la liquidation du Fonds sur son site web.

La dissolution et la liquidation du Fonds doivent être exécutées conformément à la Législation applicable par la Société de gestion, par le Dépositaire ou par un liquidateur tiers nommé par l'EFSA. La Société de gestion doit suspendre l'émission et le rachat des Parts dès que l'avis de liquidation est publié. La Société de gestion (ou tout autre liquidateur désigné) doit vendre et céder les actifs du Fonds dès que possible et dans le respect des intérêts du Fonds (et donc de ceux de tous les Porteurs de Parts), recouvrer les dettes dues au Fonds et satisfaire les réclamations des créanciers du Fonds. La liquidation doit être finalisée dans les six mois à compter de la publication de l'avis de liquidation. Cette période peut être prolongée à 18 mois, sous réserve de l'approbation de l'EFSA.

Les frais et dépenses relatifs à la procédure de liquidation sont pris en charges par le Fonds. Toutefois, ils ne doivent pas excéder 2 % de la valeur nette d'inventaire du Fonds à la date de la résolution relative à la liquidation, sauf si des coûts supplémentaires sont identifiés et justifiés par la résolution relative à la liquidation. Si cette limite est dépassée, la Société de gestion ou la personne désignée par celle-ci avant la liquidation devra s'acquitter des coûts dépassant la limite.

La Société de gestion (ou l'autre liquidateur désigné) distribuera les actifs subsistant après liquidation entre les Porteurs de Parts selon la Catégorie, le nombre et la valeur nette d'inventaire des Parts détenues par chacun d'entre eux. Un avis concernant les distributions découlant de la liquidation sera publié sur le site web de la Société de gestion.

RESPONSABILITÉ QUANT AUX INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS

Si le Prospectus ou les KIID contiennent des informations importantes pour l'estimation de la valeur du Fonds ou de ses Parts et que ces informations sont erronées, la Société de gestion indemniserait le dommage subi par les Porteurs de Parts en raison de ces informations, sous réserve de et conformément à la Législation applicable. Afin d'indemniser un tel dommage, la Société de gestion est en droit de racheter les Parts concernées sans prélever de commission de rachat à la même valeur nette d'inventaire appliquée lors de l'émission de ces Parts au Porteur de Parts concerné. Les Porteurs de Parts ne sont pas en droit de demander une autre forme d'indemnisation en cas de compensation au moyen d'un rachat. Afin d'éviter toute ambiguïté, il convient de noter que la Société de gestion n'assume pas la responsabilité des informations fournies par des tiers, si ces tiers sont identifiés dans le Prospectus et qu'elle ne savait pas et ne pouvait pas savoir que ces informations étaient erronées.

SOCIÉTÉ DE GESTION

Informations générales

Le Fonds est géré par AS Avaron Asset Management (numéro d'enregistrement : 11341336), dont le siège social est établi à Narva mnt 7d, Tallinn 10117, Estonie. Constituée le 14 septembre 2006, la Société de gestion est une société anonyme enregistrée en Estonie. Conformément à la résolution n° 119 de l'EFSA du 28 décembre 2006, la Société de gestion est autorisée à gérer des fonds d'investissement constitués en vertu de la Directive sur les OPCVM, ainsi que d'autres fonds en vertu de la Loi sur les fonds de placement, et à fournir des services de gestion de portefeuille et de conseil en investissement.

Son capital social s'élève au total à 271 383,30 EUR. Elle est contrôlée par OÜ Avaron Partners, qui détient 82,41 % de ses actions et 100 % des droits de votes qui y sont rattachés. AS Avaron Asset Management gère les fonds Avaron Eastern Europe Fixed Income Fund et Avaron Emerging Europe Fund. Les membres de son conseil de surveillance sont Priit Sander (membre indépendant), Peter Priisalm et Maris Viire, et ceux de son conseil de direction sont Kristel Kivinurm-Priisalm et Valdur Jaht. Valdur Jaht, Peter Priisalm et Kristel Kivinurm-Priisalm sont également responsables des activités de gestion des investissements du Fonds.

Activités de la Société de gestion

En vertu du mandat prévu par le Règlement, la Société de gestion dispose de tous les pouvoirs et de l'autorité, pour le compte du Fonds, pour conclure des transactions d'investissement et de désinvestissement sur les actifs du Fonds, dans le respect de la politique d'investissement et des restrictions en matière d'investissement présentées dans le Prospectus, et conformément aux dispositions impératives de la Législation applicable. Elle conclut, en son nom et pour le compte de tous les Porteurs de Parts (c.-à-d. pour le compte d'un seul fonds commun), les transactions sur les actifs du Fonds. Dans le cadre de ses fonctions de gestion d'investissement, la Société de gestion doit obtenir suffisamment d'informations sur les actifs qu'elle entend acquérir ou qu'elle a acquis pour le compte du Fonds. Elle doit surveiller la situation financière des émetteurs dont elle entend acquérir les titres ou dont elle a acquis les titres pour le compte du Fonds, obtenir suffisamment d'informations quant à la solvabilité des personnes avec lesquelles elle conclut des transactions pour le compte du Fonds et, enfin, faire preuve de compétence, de soin et de diligence lors de l'exécution de ses autres tâches, comme il est courant de le faire dans le secteur de la gestion d'investissement. Les actifs du Fonds sont séparés de ceux de la Société de gestion et de tout autre fonds ou panier d'actifs gérés par la Société de gestion, et, le cas échéant, ne feront pas partie de la masse de la faillite de la Société de gestion ; les réclamations des créanciers de la Société de gestion ne seront donc pas satisfaites sur ces actifs.

Externalisation des activités de la Société de gestion

Afin de fournir des services de manière plus efficace, la Société de gestion a le droit de déléguer à des tiers certaines fonctions relatives à la gestion du Fonds, conformément à la Loi sur les fonds de placement. Ces fonctions sont les suivantes : (i) la gestion d'investissement ; (ii) l'émission et le rachat des Parts ; (iii) l'émission de confirmations aux Porteurs de Parts concernant les Parts enregistrées à leur nom dans le Registre des Parts ; (iv) la communication des informations nécessaires aux Porteurs de Parts et l'offre d'autres services clientèle ; (v) la distribution ; (vi) les services de comptabilité ; (vii) la valorisation et la fixation des prix (y compris la déclaration d'impôt) ; (viii) la surveillance de la conformité réglementaire. La délégation de ces fonctions n'affecte en rien la responsabilité de la Société de gestion à l'égard de la gestion du Fonds.

La Société de gestion a externalisé la tenue du Registre des Parts, la coordination des émissions et des rachats des Parts ainsi que l'application des mesures de *due diligence* à l'égard des investisseurs, tel que prescrit par la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, à la société Swedbank AS, dont le siège social se situe à Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie et dont le numéro d'enregistrement au registre du commerce est le 10060701. Elle a également délégué à Swedbank AS la comptabilité des produits du Fonds, la valorisation des actifs de celui-ci et le calcul de leur valeur nette, ce qui comprend la communication d'informations et l'établissement de rapports sur ces actifs. Swedbank AS est un établissement de crédit agréé qui offre divers services financiers. Elle est réglementée par l'EFSA.

Politique de rémunération

La Société de gestion a mis en place une politique de rémunération pour ses employés qui réglemente les pratiques en matière de rémunération fixe (mensuelle) et variable. Les principes en matière de rémunération sont adoptés par son conseil de surveillance. La Société de gestion n'a pas créé de comité de rémunération. La rémunération totale de ses employés est composée d'une composante fixe et d'une composante variable. Elle repose sur les conditions prévalant sur le marché du travail et est conçue pour trouver un équilibre raisonnable entre ses composantes fixe et variable. Vous trouverez de plus amples informations sur la politique de rémunération actuelle de la Société de gestion sur son site web www.avaron.com. Sur demande, les investisseurs peuvent également obtenir une copie papier de ces informations au siège social de la Société de gestion.

DÉPOSITAIRE

Le Dépositaire du Fonds est Swedbank AS (numéro d'enregistrement au registre du commerce : 10060701), dont le siège social est sis Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie. Constituée le 6 janvier 1992, la société Swedbank AS est un établissement de crédit agréé qui offre divers services financiers. Les activités du Dépositaire sont réglementées par l'EFSA.

Activités du Dépositaire

Le Dépositaire garde les espèces, les titres et les autres actifs liquides du Fonds. Il ne garde pas les autres actifs du Fonds, sauf disposition contraire convenue avec la Société de gestion. Le Dépositaire accomplit également d'autres tâches lui incombant selon la législation. Il agit de manière indépendante par rapport à la Société de gestion et dans le meilleur intérêt du Fonds et de ses Porteurs de Parts.

Conformément aux dispositions de l'accord entre le Fonds et le Dépositaire, celui-ci est en droit de conclure avec des tiers des accords de délégation de la garde des actifs du Fonds, d'exécution des règlements y afférents et de réalisation d'autres tâches. Le Dépositaire doit veiller à ce que les actifs du Fonds soient séparés de ses propres actifs et tenir une comptabilité séparée pour les actifs du Fonds. Il doit choisir avec soin les tiers chargés de la garde des actifs ou des titres du Fonds et s'assurer de leur fiabilité. Avant de déléguer ses fonctions, il doit évaluer les capacités techniques et organisationnelles des délégués, ainsi que leur situation financière, afin de s'assurer qu'elles sont suffisantes pour leur permettre d'honorer leurs obligations contractuelles ; il procède également à des contrôles continus à cette fin. Enfin, le Dépositaire est tenu responsable de tout dommage directement occasionné au Fonds et aux Porteurs de Parts du fait d'un manquement à ses obligations.

Il peut proposer ses services au Fonds ou à la Société de gestion, sous réserve d'éventuels conflits d'intérêts entre le Fonds, la Société de gestion, les investisseurs et lui-même. En cas de conflit d'intérêts, le Dépositaire n'est autorisé à offrir des services que si sa structure organisationnelle et ses systèmes techniques lui permettent de séparer ses fonctions de dépositaire des services faisant l'objet dudit conflit.

Des conflits d'intérêts peuvent survenir par exemple dans une situation où Swedbank AS offre d'autres services à la Société de gestion ou au Fonds que celui de dépositaire. De plus amples informations sur les situations de conflits d'intérêts et sur leur gestion sont disponibles sur le site web www.avaron.com.

Grâce à sa structure organisationnelle et à ses systèmes techniques, le Dépositaire peut séparer ses fonctions de dépositaire des services générant des conflits d'intérêts. Des mécanismes de contrôle interne efficaces ainsi que des lignes hiérarchiques et une répartition des responsabilités lui permettent en effet d'identifier, de gérer et d'éviter des conflits d'intérêts.

Le Dépositaire est en droit de déléguer à des tiers la garde des actifs du Fonds, conformément aux dispositions de l'accord conclu avec le Fonds et aux réglementations applicables. Si la loi d'un pays tiers requiert que certains instruments financiers soient détenus sous forme de dépôt par une entité locale et qu'aucune entité locale ne satisfait aux exigences en matière de délégation

énoncées dans ce paragraphe, il pourra tout de même déléguer ses fonctions à une entité locale, dans la mesure où la loi dudit pays l'exige, tant qu'il ne trouvera pas une autre entité locale satisfaisant aux exigences en matière de délégation, et uniquement si les Porteurs de Parts sont dûment informés, avant tout investissement, de la nécessité d'une telle délégation en raison de contraintes juridiques propres au pays en question, des circonstances justifiant une telle délégation et des risques qu'elle présente.

En déléguant la garde des actifs du Fonds, le Dépositaire s'assure qu'il dispose de procédures internes suffisantes pour identifier, gérer et éviter tout conflit d'intérêts. Un conflit d'intérêts pourrait par exemple survenir lorsque la garde des actifs a été déléguée par le Dépositaire à une entité appartenant au même groupe que lui.

De plus amples informations concernant les sous-dépositaires auxquels la garde des actifs du Fonds a été déléguée sont disponibles sur le site web www.avaron.com.

À la demande des Porteurs de Parts, la Société de gestion doit fournir des informations actualisées concernant les conflits d'intérêts et la délégation de la garde des actifs du Fonds.

AGENT DE REGISTRE

Le Registre des Parts peut être tenu par la Société de gestion, cette fonction pouvant être délégué à un prestataire de services tiers. Un tel prestataire doit présenter une capacité organisationnelle, technique et financière suffisante, prévoir des mesures et des procédures de contrôle internes appropriées et disposer de collaborateurs qualifiés pour assumer une telle fonction avec soin et diligence, conformément à l'accord concerné et à la Législation applicable.

La Société de gestion a délégué la tenue du Registre des Parts à Swedbank AS (numéro d'enregistrement au registre du commerce 10060701), dont le siège social est sis Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie (l'« Agent de registre »).

Le Registre des Parts revêt une forme électronique, conformément à l'accord et au règlement du traitement des données convenus entre la Société de gestion et l'Agent de registre, ainsi qu'à la Législation applicable, notamment la loi sur la protection des données personnelles. La Législation applicable donne le droit d'accéder au Registre des Parts. Tous les Porteurs de Parts ont le droit de consulter les données inscrites au Registre des Parts les concernant et, sur demande, de recevoir une confirmation de l'Agent de registre relative aux Parts enregistrées à leur nom dans le registre. L'Agent de registre est en droit de conserver des données et des documents reçus en vue d'une inscription au registre, conformément à la Législation applicable.

RÉVISEURS D'ENTREPRISES

Les Réviseurs de la Société de gestion et du Fonds sont KPMG Baltics OÜ, sis Narva mnt 5, 10117 Tallinn, Estonie (numéro d'enregistrement 10096082).

Membres du conseil de direction de la Société de gestion

Kristel Kivinurm-Priisalm

Valdur Jaht

ANNEXE 1

1. Liste des indices financiers autorisés en tant que sous-jacents au titre des instruments dérivés dans lesquels le Fonds peut investir ses actifs, en sus des indices indiqués dans la rubrique « Instruments financiers dérivés » du sous-chapitre « Politique d'investissement » :

Indices régionaux	CECEUR, EUETMP, SETXEUR, CETOP20, NTX
Pays baltes	OMX Baltic, OMX Baltic 10
Autriche	ATX, ATX five, IATX
Bosnie-Herzégovine	BIRS, ERS10, BIFXX, SASX-10, BATX
Bulgarie	SOFIX, BGBX40, BTX
Croatie	CROBEX, CROBEX10, CROX
Chypre	CSE, ECM
République tchèque	PX, CTX
Estonie	OMX Tallinn
Grèce	FTASE, ASE
Hongrie	BUX, HTX
Lettonie	OMX Riga
Lituanie	OMX Vilnius
Macédoine	MBI10
Malte	MSE
Monténégro	MNSE10, MONEX
Pologne	WIG 20, WIG, WIG 40, WIG 80, WIGBANK, PTX
Roumanie	BET, ROTX, BETPlus, BET-FI
Serbie	BELEX15, BELEXline, SRX
Turquie	XU100, XBANK, BIST30
Ukraine	UX, UXagro, PFTS
Indices négociables liés au groupe CEE inscrits à la cote de la Bourse de Vienne	CECE BNK (CECE Banking), CECE (CECE Composite Index), CECE FND (CECE Fundamental), CECE HCA (CECE Health Care), CECE INF (CECE Infrastructure), CECE MID (CECE Mid Cap Index), CECE NTR (CECE Net Total Return), CECE OIL (CECE Oil & Gas), CECE TD (CECE Top Dividend), CECE TEL (CECE Telecom), CECE TR (CECE Total Return), CECE (CECE Composite Index), CECEXT (CECE Extended Index), CEERIUS (CEE Responsible Investment Universe), CERX (CEE Real Estate Index), NTX (New Europe Blue Chip Index), SCECE - Short CECE, SETX - South-East Europe Traded Index, CECE SRI (Socially Responsible)

2. Liste des devises autorisées en tant que sous-jacents au titre des instruments dérivés dans lesquels le Fonds peut investir ses actifs :

ALL	Lek albanais
BAM	Mark convertible de Bosnie-Herzégovine
BGN	Lev bulgare
CHF	Franc suisse
CZK	Couronne tchèque
DKK	Couronne danoise
EUR	Euro
GBP	Livre sterling
HRK	Kuna croate
HUF	Forint hongrois
JPY	Yen japonais
MDL	Leu moldave
MKD	Denar macédonien
NOK	Couronne norvégienne
PLN	Zloty polonais
RON	Leu roumain
RSD	Dinar serbe
SEK	Couronne suédoise
TRY	Lire turque
UAH	Hryvnia ukrainien
USD	Dollar américain

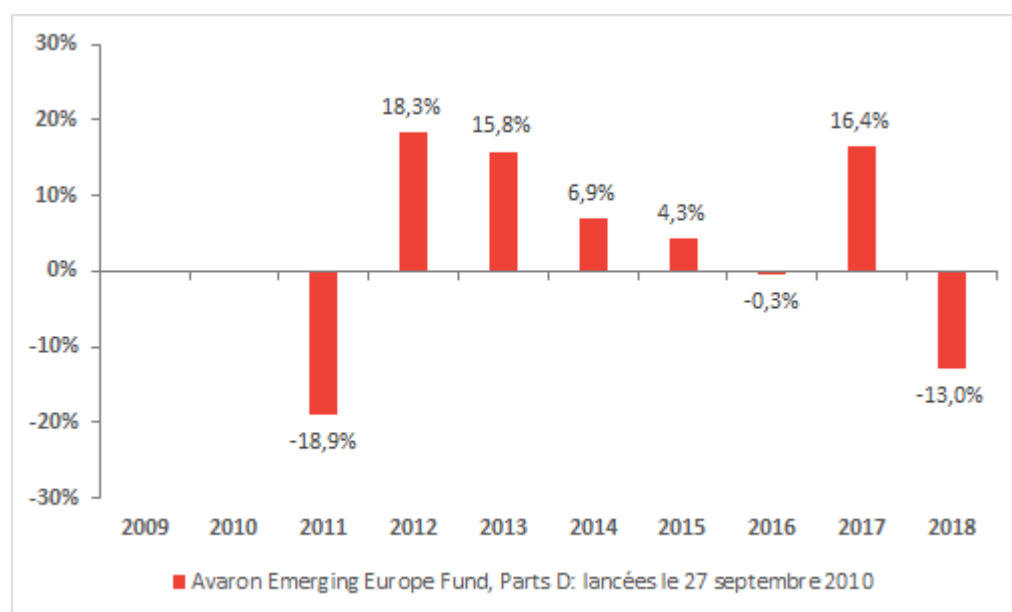
Il est à noter que toute paire de devises parmi les devises énumérées au point 2 peut constituer un sous-jacent au titre de l'utilisation d'instruments dérivés.

ANNEXE 2

Dans le tableau ci-dessous figure le taux de rendement cumulé annuel moyen des Parts D du Fonds au 31 décembre 2018 :

2 ans	3 ans	5 ans	Depuis sa création
0,6 %	0,3 %	2,4 %	2,8 %

Les taux de rendement des Parts D du Fonds des années civiles précédentes indiqués dans le graphique ci-dessous ont été calculés au titre de l'année civile concernée sur la base de la valeur nette d'inventaire du Fonds. Les frais d'émission et de rachat des Parts n'ont pas été pris en considération.



NB : la performance passée ne saurait garantir ou présager la performance future.

ANNEXE 3

RÈGLEMENT DU FONDS AVARON EMERGING EUROPE FUND

Le présent Règlement du Fonds a été enregistré auprès de l'EFSA le 6 septembre 2018 et est entré en vigueur le 6 septembre 2018.

1. Définitions et interprétation

1.1 À moins que le contexte n'impose une interprétation différente, les termes et expressions ci-après utilisés dans le Règlement ont la définition suivante :

Législation applicable	toutes les lois et réglementations applicables à la Société de gestion en lien avec la gestion du Fonds, notamment la loi estonienne sur les fonds de placement et les lois créées en vertu de cette loi, les actes juridiques émanant de l'Union européenne, ainsi que les lois ou résolutions émanant des autorités de surveillance compétentes ou de toute autre autorité compétente dans la mesure où ces lois ou réglementations sont juridiquement contraignantes pour la Société de gestion
Jour ouvré	un jour où les établissements de crédit sont généralement ouverts en Estonie, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés et fêtes nationales.
Commission du Dépositaire	une commission payable au dépositaire désigné au titre de la garde des actifs du Fonds et de l'exécution de certaines autres tâches en lien avec le Fonds, sous réserve de et conformément à l'accord conclu avec le dépositaire
EFSA	l'autorité estonienne de surveillance des marchés financiers (Estonian Financial Supervision Authority, en estonien : Finantsinspektsioon)
Fonds	Avaron Emerging Europe Fund, constitué en vertu du présent Règlement
Politique d'investissement	la politique d'investissement du Fonds, telle que décrite dans le Prospectus
Restrictions en matière d'investissement	les restrictions en matière d'investissement applicables à la gestion du Fonds, telles que décrites dans le Prospectus
KIID	un document résumant les informations en vue de l'offre publique du Fonds, contenant uniquement les informations clés sur les caractéristiques principales du Fonds telles qu'exigées par la Législation applicable
Société de gestion	AS Avaron Asset Management (numéro d'enregistrement : 11341336), sise Narva mnt 7d, 10117 Tallinn, Estonie
Commission de gestion	commission payable par le Fonds à la Société de gestion au titre de la gestion du Fonds conformément au Règlement et au Prospectus
Commission de performance	commission payable par le Fonds à la Société de gestion conformément au Règlement et au Prospectus en fonction du résultat des services de gestion d'investissement rendus par la Société de gestion
Prospectus	le présent document, destiné à l'offre publique du Fonds et présentant les informations exigées par la Législation applicable et toute autre information jugée nécessaire ou recommandée par la Société de gestion aux fins d'un investissement dans le Fonds
Agent de registre	l'agent chargé de la tenue du Registre des Parts, tel qu'identifié dans le Prospectus
Règlement	le présent règlement, constituant les termes et conditions du Fonds, qui réglementent les relations juridiques entre la Société de gestion et les Porteurs de Parts, y compris le mandat de gestion d'investissement prévu par les présentes
Jour de transaction	le Jour ouvré de réception d'une demande dûment remplie pour exécuter une opération sur des Parts
OPCVM	un fonds constitué conformément à la Directive sur les OPCVM
Directive sur les OPCVM	la Directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et

administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM)

Part	une part représentant une participation dans le Fonds
Registre des Parts	le registre des Parts tenu sous forme électronique par l'Agent de registre
Porteur de Parts	une personne qui a souscrit et/ou qui détient une Part

- 1.2 Les termes qui ne sont pas définis ci-avant ont le même sens que celui qui leur est donné dans le Prospectus ou, s'ils ne sont pas définis du tout, le sens utilisé par les participants professionnels aux marchés financiers dans des opérations similaires et, à défaut, leur sens ordinaire.
- 1.3 En cas de conflit entre le Règlement et des dispositions impératives de la Législation applicable, ce sont ces dernières qui prévalent. En cas d'ambiguïté, le Règlement est interprété dans le meilleur intérêt des Porteurs de Parts.

2. Fonds

- 2.1 Constitué le 3 avril 2007 sur résolution de la Société de gestion, le Fonds **Avaron Emerging Europe Fund** (en estonien : **Avaron Areneva Euroopa Fond**) a été initialement enregistré auprès de l'EFSA le 23 avril 2007. Il est réputé être situé au siège social de la Société de gestion, tel qu'indiqué à l'art. 3.1 ci-après.
- 2.2 Le Fonds est un fonds commun de placement public constitué en vertu du Règlement et dépourvu de personnalité juridique distincte. Les fonds levés grâce à l'émission de Parts, ainsi que les autres actifs acquis par le biais d'investissements appartiennent à l'ensemble des Porteurs de Parts. Les actifs du Fonds sont gérés par la Société de gestion conformément au Règlement, au Prospectus et à la Législation applicable. Ils sont séparés des actifs de la Société de gestion et de tout autre fonds ou panier d'actifs gérés par celle-ci, et, le cas échéant, ne feront pas partie de la masse de la faillite de la Société de gestion ; les réclamations des créanciers de la Société de gestion ne seront donc pas satisfaites sur ces actifs.
- 2.3 Les Porteurs de Parts ne répondent pas personnellement des obligations du Fonds, et leur responsabilité au titre de l'exécution de ces obligations se limite à leur investissement respectif dans le Fonds. Le Règlement n'autorise pas la Société de gestion à assumer des obligations au nom des Porteurs de Parts.
- 2.4 Les Parts du Fonds peuvent être offertes au public en Estonie et dans toute autre juridiction où elles sont autorisées à l'être par les autorités compétentes. La liste des juridictions où les Parts du Fonds peuvent être offertes au public figure dans le Prospectus.

3. Société de gestion

- 3.1 La Société de gestion du Fonds est **AS Avaron Asset Management**, une société estonienne à responsabilité limitée enregistrée auprès du registre du commerce estonien sous le numéro 11341336 et dont le siège social est sis Narva mnt 7d, 10117 Tallinn, Estonie. Elle est autorisée et réglementée par l'EFSA. Elle est autorisée à gérer des fonds d'investissement constitués en vertu de la Directive sur les OPCVM, ainsi que d'autres fonds en vertu de la loi estonienne sur les fonds de placement, et de fournir des services de gestion de portefeuille et de conseil en investissement.
- 3.2 Elle dispose, au nom du Fonds, de tous les pouvoirs et de toute l'autorité nécessaires ou souhaitables, selon son avis raisonnable, dans le cadre de la gestion des investissements et de la poursuite des affaires ou opérations du Fonds, sous réserve des et conformément aux Règlement, Prospectus et dispositions impératives de la Législation applicable. Elle conclut, en son nom et pour le compte de tous les Porteurs de Parts (c.-à-d. pour le compte d'un seul fonds commun), les transactions sur les actifs du Fonds.
- 3.3 Conformément à la Législation applicable, elle agit avec soin, compétence et diligence dans le cadre de sa fonction de Société de gestion du Fonds et dans le meilleur intérêt du Fonds et donc de l'ensemble des Porteurs de Parts.
- 3.4 La Société de gestion doit nommer un dépositaire pour la garde des actifs du Fonds et pour l'exécution de certaines autres fonctions, sous réserve de et conformément à la Législation applicable. Les informations sur le dépositaire désigné pour le Fonds ainsi que la description de ses fonctions et de ses obligations figurent dans le Prospectus.
- 3.5 Sous réserve des exigences et des restrictions de la Législation applicable, la Société de gestion peut déléguer certaines fonctions relatives à la gestion du Fonds à des tiers, qu'ils soient ou non liés à elle. Elle applique le plus grand soin dans la sélection, la surveillance et le maintien du mandat de ces tiers. Lorsqu'elle délègue ses fonctions, elle n'est pas libérée de sa responsabilité ou de ses obligations envers les Porteurs de Parts en lien avec la gestion du Fonds, sauf disposition contraire de la Législation applicable. Les informations sur les fonctions déléguées à des tiers figurent dans le Prospectus.
- 3.6 La Société de gestion soumet et traite, pour le compte du Fonds et donc de l'ensemble des Porteurs de Parts, toute réclamation à l'égard du Dépositaire ou de tout autre tiers, dans le cas où une telle réclamation, si elle n'est pas soumise ou

traîtée, entraînerait ou serait susceptible d'entraîner des dommages considérables pour le Fonds et donc pour l'ensemble des Porteurs de Parts. Elle n'est cependant pas dans l'obligation de soumettre une telle réclamation si celle-ci a déjà été soumise par ou pour le compte du Fonds et/ou des Porteurs de Parts, ou si les dommages potentiels ou le montant total de cette réclamation sont faibles et dérisoires (soit inférieurs à 10 000 EUR), ou encore si les coûts d'exécution d'une telle réclamation seraient disproportionnés par rapport au montant réclamé.

4. Description générale de la politique d'investissement

- 4.1 Le Fonds a pour objectif d'investir principalement dans des actions de sociétés situées dans les pays émergents d'Europe, tout en garantissant la croissance du capital à long terme, au fil des cycles économiques et des cycles boursiers. Afin d'atteindre ses objectifs, il investit au moins 60 % de son actif net dans des actions de sociétés situées dans les pays émergents d'Europe, tel que défini dans le Prospectus.
- 4.2 Sous réserve de sa politique d'investissement et de ses restrictions en matière d'investissement, le Fonds peut investir ses actifs dans des actions, divers instruments de créance, des dépôts, des instruments dérivés et d'autres instruments financiers et recourir à un effet de levier en empruntant ou en utilisant des instruments dérivés. Le Fonds investit dans des pays émergents d'Europe. Dans le cadre de sa stratégie de gestion de portefeuille active, la Société de gestion détermine les allocations des actifs du Fonds entre les différents secteurs, classes d'actifs et régions, en fonction de son évaluation professionnelle et des conditions prévalant sur le marché. Par conséquent, les proportions des divers instruments financiers dans les actifs du Fonds varient au fil du temps et leur combinaison exacte est établie sur la base de l'opinion de la Société de gestion et du résultat de ses recherches spécifiques et macroéconomiques sur les émetteurs.
- 4.3 De plus amples informations sur la politique d'investissement et sur les restrictions en matière d'investissement figurent dans le Prospectus.
- 4.4 Ni le rendement d'un investissement dans le Fonds, ni l'atteinte de ses objectifs ne peuvent être assurés. Les performances passées du Fonds ne garantissent pas et ne sont pas une indication de ses performances futures. En investissant dans le Fonds, les Porteurs de Parts reconnaissent et acceptent que leur investissement comporte des risques et peut entraîner tant des profits que des pertes, notamment la perte de la totalité du montant investi. Une synthèse des risques pesant sur un investissement dans le Fonds figure dans le Prospectus. Il est recommandé aux investisseurs potentiels de consulter un conseiller en investissement professionnel avant d'investir dans le Fonds.

5. Parts du Fonds ; droits et obligations associés aux Parts

- 5.1 Une Part représente la participation d'un Porteur de Parts aux actifs du Fonds. Une Part est un titre inscrit sous forme dématérialisée dans un registre de parts électronique. Aucun certificat relatif aux Parts n'est délivré aux Porteurs de Parts. L'émission et le rachat de Parts, ainsi que la création et l'extinction des droits et des obligations qui y sont rattachés, prennent effet une fois les Parts concernées inscrites au Registre des Parts. De plus amples informations sur le Registre des Parts et sur l'Agent de registre figurent dans le Prospectus.
- 5.2 La devise de référence du Fonds et des Parts est l'euro (EUR).
- 5.3 Le Fonds est composé de cinq Catégories de Parts :
 - a) Avaron Emerging Europe Fund, Catégorie A, valeur nominale : 6,39 EUR (ci-après les « Parts A ») ;
 - b) Avaron Emerging Europe Fund, Catégorie B, valeur nominale : 6,39 EUR (ci-après les « Parts B ») ;
 - c) Avaron Emerging Europe Fund, Catégorie C, valeur nominale : 10 EUR (ci-après les « Parts C ») ;
 - d) Avaron Emerging Europe Fund, Catégorie D, valeur nominale : 10 EUR (ci-après les « Parts D ») ;
 - e) Avaron Emerging Europe Fund, Catégorie E, valeur nominale : 10 EUR (ci-après les « Parts E »).
- 5.4 Les Parts sont divisibles. Les fractions de Parts issues d'une division sont arrondies à trois décimales. Les règles suivantes s'appliquent pour l'arrondissement : les nombres compris entre NNN,NNN0 et NNN,NNN4 sont arrondis à NNN,NNN et les nombres compris entre NNN,NNN5 et NNN,NNN9 sont arrondis à NNN,NN(N+1).
- 5.5 L'émission de Parts n'est soumise à aucune limite de temps ou de montant. L'émission, le rachat et l'échange de Parts sont exécutés chaque Jour ouvré, sauf si les émissions ou les rachats sont suspendus en vertu du Prospectus et/ou de la Législation applicable.
- 5.6 Les prix de souscription et de rachat d'une Part sont calculés sur la base de la valeur nette d'inventaire de la Part le Jour de transaction concerné. De plus amples informations sur les conditions et les procédures, y compris l'heure limite applicable, figurent dans le Prospectus.

- 5.7 En soumettant une demande de souscription, les Porteurs de Parts confirment avoir pris connaissance du Règlement et du Prospectus et y adhérer, et s'engagent à en respecter les dispositions. La Société de gestion a le droit, à son entière discrétion, de refuser d'exécuter une demande de souscription, si elle le juge nécessaire pour protéger les intérêts des Porteurs de Parts existants ou pour assurer la bonne gestion du Fonds.
- 5.8 Dans des circonstances égales, les Porteurs de Parts doivent être traités sur un pied d'égalité. Les Parts garantissent à leurs Porteurs des droits à exercer conformément aux conditions et aux procédures prévues dans le Prospectus et la Législation applicable. Ces droits sont les suivants :
- a) demander le rachat de Parts ;
 - b) transférer des Parts à des tiers ;
 - c) recevoir une partie des actifs restant après la liquidation du Fonds et toute distribution effectuée par le Fonds, au prorata du nombre de Parts détenues et de la Catégorie de Parts concernée ;
 - d) accéder aux et recevoir les informations sur le Fonds ;
 - e) recevoir, sur demande, une confirmation de l'Agent de registre au titre des Parts inscrites au nom du Porteur concerné dans le Registre des Parts ;
 - f) exercer les autres droits prévus par les dispositions impératives de la Législation applicable.
- 5.9 Les Porteurs de Parts sont en droit de demander l'échange de leurs Parts contre des actions ou des parts d'autres fonds gérés par la Société de gestion ou contre des Parts d'autres Catégories du Fonds. De plus amples informations sur les conditions et les procédures d'échange de Parts figurent dans le Prospectus.
- 5.10 Le Fonds ne tient pas d'assemblée générale et n'a pas créé d'autre organe de représentation des Porteurs de Parts ; c'est pourquoi ces derniers ne disposent ni du droit ni de l'opportunité de participer à la gestion du Fonds par le biais d'un tel organe. Sans limitation des dispositions susmentionnées, les Parts ne donnent aucun droit de participation ou de demande de participation dans la gestion des investissements du Fonds. Aucun Porteur de Part n'est en droit d'exiger la liquidation du Fonds.
- 5.11 Les Porteurs de Parts exercent les droits associés à leurs Parts de bonne foi et conformément au Règlement, au Prospectus et à la Législation applicable, sans l'intention ou l'objectif de porter préjudice aux intérêts des autres Porteurs de Parts, de la Société de gestion, du Dépositaire ou de toute autre partie tierce.
- 5.12 En soumettant la déclaration confirmant leur intention d'acquérir des Parts (qu'il s'agisse d'une demande de souscription ou autre), les investisseurs consentent à ce que leurs données (y compris leurs données personnelles) soient traitées selon les principes de la Société de gestion en la matière (disponibles sur le site web www.avaron.com/documents). Les personnes autorisées par la Société de gestion à traiter les données personnelles (les sous-traitants autorisés) et leurs coordonnées figurent également sur ce site web. La Société de gestion est en droit d'envoyer des avis et des rapports sur le Fonds à toute adresse postale ou électronique connue des Porteurs de Parts.
- 5.13 Tous les produits découlant des investissements du Fonds seront réinvestis et, par conséquent, aucune distribution ne sera versée aux Porteurs de Parts du Fonds. Les fluctuations de la valeur nette d'inventaire par Part reflètent le rendement des investissements des Porteurs de Parts. Ces derniers peuvent réaliser leur rendement en exerçant leur droit de rachat ou de vente.
- 5.14 Les Porteurs de Parts s'acquittent des commissions de souscription et de rachat ainsi que de toute autre dépense directe relative à la souscription et au rachat de Parts. Les commissions de souscription et de rachat au titre de l'émission ou du rachat de Parts d'une même Catégorie peuvent varier en fonction du nombre ou de la valeur des Parts émises ou rachetées, ou selon la manière dont l'émission ou le rachat est structuré(e) ou convenu(e). Les taux et les procédures applicables au calcul des commissions de souscription et de rachat sont indiqués dans le Prospectus. La Société de gestion est en droit de réduire ou de renoncer, à son entière discrétion, aux commissions de souscription et/ou de rachat. Sur demande d'un Porteur de Parts souscrivant ou faisant racheter des Parts, la Société de gestion peut reporter le montant de la commission de souscription ou de rachat due au titre d'une telle transaction.

6. Commissions et frais du Fonds

- 6.1 La Société de gestion perçoit une Commission de gestion sur le compte du Fonds, aux termes et conditions prévues par le Règlement et le Prospectus. Le taux annuel maximal de la Commission de gestion s'élève aux pourcentages suivants de la valeur de marché des actifs du Fonds :
- a) Parts A : 1,75 %
 - b) Parts B : 1,25 %

- c) Parts C : 1,15 %
- d) Parts D : 2,00 %
- e) Parts E : 0,85 %

6.2 Outre la Commission de gestion, la Société de gestion est en droit de percevoir une Commission de performance. Le taux de cette commission et l'indice de référence utilisé sont indiqués dans le Prospectus.

- a) Parts A : la Société de gestion est en droit de percevoir une Commission de performance si la valeur nette d'inventaire d'une Part A excède son pic historique auquel le rendement minimal requis de 5 % par an a été ajouté.
- b) Parts B : la Société de gestion est en droit de percevoir une Commission de performance si la valeur nette d'inventaire d'une Part B excède son pic historique auquel le rendement minimal requis de 8 % par an a été ajouté.
- c) Parts C : la Société de gestion ne perçoit aucune Commission de performance au titre de ces Parts.
- d) Parts D : la Société de gestion ne perçoit aucune Commission de performance au titre de ces Parts.
- e) Parts E : la Société de gestion est en droit de percevoir une Commission de performance si la valeur nette d'inventaire d'une Part E excède la valeur nette d'inventaire fixe datant du dernier 30 juin à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté.

6.3 Le Dépositaire est en droit de percevoir une commission au titre des services fournis au Fonds. Le taux de la Commission du Dépositaire et les conditions de son versement sont indiqués dans le Prospectus.

6.4 Les Commissions de gestion et du Dépositaire sont provisionnées chaque jour de calcul de la valeur nette d'inventaire du Fonds et sont payées mensuellement pour le mois civil précédent. La provision pour la Commission de performance est réévaluée chaque jour de calcul de la valeur nette d'inventaire du Fonds. Les règles de cristallisation de la Commission de performance figurent dans le Prospectus.

6.5 Les frais et dépenses suivants sont dus pour le compte du Fonds :

- a) les dépenses liées à la détention des actifs du Fonds et de l'exécution des transactions sur ces actifs (frais de transaction, frais de courtage, frais de transfert, commissions de souscription, commissions d'échange, frais de registre, frais imposés par les autorités, etc.) et les frais bancaires au titre des services bancaires (transfert de fonds internationaux et nationaux, débit et crédit de compte, conversion de devises, etc.) ;
- b) les dépenses relatives à l'audit du Fonds et de ses rapports ;
- c) les frais d'emprunt pour le compte du Fonds ;
- d) les frais d'administration du Fonds versés aux prestataires de services (lesquels ont notamment pour tâche de tenir la comptabilité du Fonds et de calculer la valeur nette d'inventaire) ;
- e) les dépenses relatives à la tenue du Registre des Parts, sur la base de la liste des prix de l'Agent de registre (y compris les frais de l'Agent de registre associés à la réception et au traitement des demandes de souscription et de rachat) ;
- f) les frais imposés par les autorités en lien avec l'enregistrement des amendements au Règlement et/ou au Prospectus et les dépenses relatives à la publication des avis y afférents ;
- g) les dépenses relatives à la préparation, à l'impression, à la traduction et à la distribution du Règlement, du Prospectus et de tout autre document du Fonds ;
- h) tous autres frais et commissions en lien avec la gestion du Fonds, comme les frais/commissions relatifs à la gestion des investissements, les frais de liquidation, les impôts sur les investissements, les frais et coûts d'intérêts (y compris les coûts liés aux intérêts négatifs sur les dépôts ou sur d'autres investissements à revenu fixe), les frais liés à l'exercice des droits sur les actifs et les dépenses juridiques encourues par le Fonds (y compris les frais de justice).

6.6 Les commissions et frais totaux (à l'exclusion des frais de liquidation) réglés pour le compte du Fonds ne peuvent pas dépasser 5 % de la valeur nette d'inventaire annuelle moyenne pondérée du Fonds.

7. Amendements

7.1 Le Règlement peut être amendé sur résolution du conseil de direction de la Société de gestion, ce qui comprend également les amendements importants comme ceux de la politique d'investissement, des restrictions en matière d'investissement, des commissions, des frais et des autres dépenses dus pour le compte du Fonds.

7.2 Les amendements au Règlement doivent être approuvés par l'EFSA, sauf s'ils sont uniquement dus à des changements de la Législation applicable qui obligent la Société de gestion à amender le Règlement ou s'ils n'affectent pas les droits des Porteurs

de Parts, voire sont bénéfiques pour ceux-ci. Dans un tel cas, l'approbation de l'EFSA n'est pas obligatoire et le Règlement amendé doit seulement être notifié à celle-ci dans les plus brefs délais.

- 7.3 Après l'enregistrement des amendements par l'EFSA, ou la notification de ces amendements à l'EFSA, selon le cas, la Société de gestion doit immédiatement publier un avis concernant ces amendements, ainsi que le Règlement amendé sur son site web www.avaron.com. Les amendements au Règlement entreront en vigueur dans le mois suivant la publication de l'avis en question, sauf dispositions contraires prévues dans l'avis.
- 7.4 En cas d'amendements importants au Règlement, la Société de gestion s'assure que les Porteurs de Parts disposent d'une période d'au moins un mois avant l'entrée en vigueur de ces amendements au cours de laquelle elle exécutera les demandes de rachat des Porteurs de Parts sans prélever de commission de rachat, ou qu'ils ont une autre option de sortie par le biais de la vente de leurs Parts à un prix au moins égal à la valeur nette d'inventaire de celles-ci. Les amendements importants entreront en vigueur seulement après cette période d'un mois.

8. Liquidation du Fonds

- 8.1 Le Fonds peut être clôturé et liquidé uniquement sur résolution du conseil de direction de la Société de gestion ou en vertu des dispositions impératives de la Législation applicable.
- 8.2 L'approbation de l'EFSA est obligatoire pour la liquidation du Fonds. Dès réception de cette approbation, la Société de gestion publie dans les plus brefs délais un avis concernant la liquidation du Fonds sur son site web www.avaron.com.
- 8.3 La liquidation du Fonds doit être exécutée par la Société de gestion, par le Dépositaire ou par un liquidateur tiers nommé par l'EFSA, conformément à la Législation applicable.
- 8.4 Les frais et dépenses relatifs à la procédure de liquidation sont pris en charge par le Fonds. Toutefois, ils ne doivent pas excéder 2 % de la valeur nette d'inventaire du Fonds à la date de la résolution relative à la liquidation, sauf si des coûts supplémentaires sont identifiés et justifiés par la résolution relative à la liquidation. Si cette limite est dépassée, la Société de gestion ou la personne désignée par celle-ci avant la liquidation devra s'acquitter des coûts dépassant la limite.
- 8.5 La Société de gestion (ou l'autre liquidateur désigné) distribuera les actifs subsistant après liquidation entre les Porteurs de Parts selon la Catégorie, le nombre et la valeur nette d'inventaire des Parts détenues par chacun d'entre eux. Un avis concernant les distributions découlant de la liquidation sera publié sur le site web de la Société de gestion www.avaron.com.

9. Responsabilité

- 9.1 La Société de gestion indemnise le Fonds de tout dommage imputable à une violation intentionnelle ou à une négligence grave de sa part dans le cadre de l'exécution de ses obligations décrites dans le Règlement, le Prospectus, les documents y relatifs ou la Législation applicable, sous réserve des et conformément aux dispositions impératives de la Législation applicable.
- 9.2 La Société de gestion est uniquement responsable des dommages pécuniaires directs, sauf si et dans la mesure où les dispositions impératives de la Législation applicable en disposent autrement. Les obligations de la Société de gestion qui ne sont pas spécifiquement réglementées dans le Règlement ou le Prospectus sont exclues de cette responsabilité dans la limite maximale autorisée par la Législation applicable.
- 9.3 Les Porteurs de Parts ne répondent pas personnellement des obligations du Fonds contractées par la Société de gestion pour le compte du Fonds ou des obligations dont la Société de gestion est habilitée à demander l'exécution, conformément au Règlement et au Prospectus. Leur responsabilité au titre de l'exécution de ces obligations se limite à leur participation dans les actifs du Fonds.

Informations destinées aux investisseurs en Suisse

Représentant

Le représentant en Suisse est **CARNEGIE FUND SERVICES S.A.**, 11, rue du Général-Dufour, 1204 Genève, Suisse, Tél. : + 41 22 705 11 78.

Service de paiement

Le service de paiement en Suisse est **BANQUE CANTONALE DE GENEVE**, 17, quai de l'île, 1204 Genève, Tél. : + 41 22 317 27 27, Fax : + 41 22 317 27 37.

Lieu de distribution des documents déterminants

Le prospectus et les documents d'informations clés pour l'investisseur, le règlement, les rapports annuel et semestriel ainsi que d'autres documents peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant.

Publications

1. Les publications concernant le placement collectif étranger ont lieu en Suisse sur la plateforme du site internet www.fundeye.com.
2. Les prix d'émission et de rachat, ainsi que la valeur d'inventaire avec la mention "commissions non comprises" sont publiés lors de chaque émission et chaque rachat de parts sur la plateforme du site Internet www.fundeye.com. Les prix sont publiés quotidiennement.

Paie ment de rétrocessions et d'indemnités liées aux activités de distribution

Le Fonds et ses mandataires ne prévoient aucun versement de rétrocessions (c'est-à-dire des paiements et des commissions en nature versés par le Fonds et ses mandataires à des tiers admissibles pour l'activité de distribution de parts de fonds en et à partir de la Suisse), ni l'octroi de rabais (c'est-à-dire des paiements directs du Fonds et de ses mandataires aux investisseurs à partir des frais ou coûts grevant un fonds, afin de réduire ceux-ci à un montant convenu contractuellement). Il n'est donc pas nécessaire de savoir si, dans le pays de résidence du Fonds, il existe un droit plus restrictif que le droit suisse concernant le versement de rétrocessions et l'octroi de rabais en Suisse.

Lieu d'exécution et for

Le lieu d'exécution et le for se trouvent au siège du représentant pour les parts distribuées en Suisse ou à partir de celle-ci.